

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 553

1^{er} mars 2014

SOMMAIRE

| | | | |
|--|--------------|---|--------------|
| AWM Luxembourg SICAV-SIF | 26507 | Saljoha S.A. | 26502 |
| BeoCare Finance | 26519 | Sam et Lux s.à r.l. | 26501 |
| bitX S.A. | 26503 | Schotterwerk Moersdorf S.à r.l. | 26501 |
| Britania Investments S.à r.l. | 26499 | Schreinerei BSW Bormann S.à r.l. | 26501 |
| C-Investments S.A. Spf | 26499 | Sealia S.à r.l. | 26501 |
| Commercial Real Estate Loans SCA | 26499 | Senc Houben - Vaes | 26500 |
| Credit Suisse Specialised Capital (Luxembourg) S.A. | 26538 | Sergent S.A. | 26502 |
| Ech 2 (HW, Frankfurt) S.à r.l. | 26498 | Smyrnas International S.A. | 26501 |
| EUR Fixed Income Opportunities Fund S.A., SICAV-FIS | 26507 | Susi Sustainable Energy | 26541 |
| Holpa S.A. | 26544 | SVR S.à r.l. | 26500 |
| Immo Développement S.A. | 26544 | Tallard Fund | 26500 |
| OCM Tuna Debtco S.à r.l. | 26530 | Tenzing CFO S.A. | 26500 |
| Peinture Geimer S.à r.l. | 26502 | The Private Equity Company SA | 26499 |
| Presco Investments S.à r.l. | 26498 | Toolbox Luxembourg s.à r.l. | 26502 |
| Procapital Investment S.A., SICAV-FIS .. | 26498 | Trianon Invest S.A. | 26499 |
| Rodange Investments S.A. | 26502 | UP Investmentfund-FIS | 26498 |
| | | Vauban Management S.C. | 26498 |

Vauban Management S.C., Société Civile.

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg E 3.228.

Les statuts coordonnés au 15 décembre 2013 ont été enregistrés et déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014004924/9.

(140003766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

Presco Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 124.417.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 janvier 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014004706/11.

(140003890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

Procapital Investment S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 164.550.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2014.

Référence de publication: 2014004708/11.

(140003615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

UP Investmentfund-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 133.052.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2014.

Référence de publication: 2014004920/10.

(140003617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

Ech 2 (HW, Frankfurt) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.575,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.509.

Par résolution signée en date du 30 décembre 2013, l'associé unique a décidé de nommer Amaury Zinga-Botao, avec adresse professionnelle au 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, au mandat d'Administrateur, avec effet au 2 janvier 2014 et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010783/13.

(140012417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Britania Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 20.050,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 136.383.

—
En date du 20 Janvier 2014, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- Le siège social de la Société est établi au 15 Edward Steichen L-2540 avec effet au 3 décembre 2013.
- Fernando MARTINEZ AGUIRRE devient le seul gérant de la Société avec effet au 3 décembre 2013.
- Il conviendra également de noter que l'adresse de Fernando MARTINEZ AGUIRRE se situe désormais au 136 Paseo de la Castellana E-28046 Madrid.

Luxembourg, le 20 Janvier 2014.

Référence de publication: 2014010659/14.

(140012229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

C-Investments S.A. Spf, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 167.069.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010668/10.

(140012261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Commercial Real Estate Loans SCA, Société en Commandite par Actions - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 157.337.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Référence de publication: 2014004163/11.

(140003871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

Trianon Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 133.906.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014012680/10.

(140013546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

The Private Equity Company SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 84.556.

—
Les comptes annuels au 30 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014012675/9.

(140013946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Tenzing CFO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 105.150.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 Janvier 2014.

TMF Luxembourg S.A.

Signature

Domiciliaire

Référence de publication: 2014012664/13.

(140013968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

SVR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5773 Weiler-la-Tour, Schlammestée.
R.C.S. Luxembourg B 167.211.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014012659/14.

(140014168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Tallard Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 151.629.

Le Bilan pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 août 2013 (date de liquidation) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Référence de publication: 2014012670/11.

(140013744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Senc Houben - Vaes, Société en nom collectif.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 93.622.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIEKIRCH, le 22 janvier 2014.

Pour la société

COFICOM Trust S.à r.l.

B.P. 126

50, Esplanade

L-9227 DIEKIRCH

Signature

Référence de publication: 2014012637/16.

(140013839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Sealia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 125.760.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
SEALIA S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2014012636/12.

(140013572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Schreinerei BSW Bormann S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 144.359.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2014012633/11.

(140013643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Sam et Lux s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8274 Kehlen, 22, am Kepbrill.
R.C.S. Luxembourg B 93.830.

Le bilan et le compte de pertes et profits abrégés au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A.R.L.
Platinerei 8 - L-8552 OBERPALLEN
Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2014012628/13.

(140013947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Schotterwerk Moersdorf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6691 Moersdorf, 3, rue de la Carrière.
R.C.S. Luxembourg B 99.094.

Der Jahresabschluss zum 31.12.2010 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014012632/9.

(140013922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Smyrnas International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de L'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 120.915.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014012645/9.

(140013765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Rodange Investments S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 91.570.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014012604/14.

(140013564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Saljoha S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 143.457.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Référence de publication: 2014012627/10.

(140013676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Sergent S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 116.218.

Les comptes annuels audités au 31/12/2010 de la société SERGENT S.A, Société anonyme, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014012638/10.

(140013871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Peinture Geimer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 7A, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 62.718.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PEINTURE GEIMER SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2014012570/11.

(140013695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Toolbox Luxembourg s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8449 Steinfort, 3, rue des Sports.

R.C.S. Luxembourg B 149.054.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014012679/9.

(140013719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2014.

bitX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 183.190.

STATUTS

L'an deux mille treize, le cinquième jour de décembre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Jason Per BOYES, employé privé, né le 25 août 1971 à Pemury (UK), demeurant à L-6670, Mertert, 3B rue Basse.

ici représenté par Madame Carina RODRIGUES, secrétaire, né le 12 juillet 1990 à Luxembourg-ville, demeurant professionnellement à L-9227 Diekirch, 50 Esplanade.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le notaire instrumentant et le mandataire du Comparant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme («la Société»), régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg («les Lois») et par les présents statuts («les Statuts»).

Art. 2. Dénomination. La Société prend comme dénomination «bitX S.A.».

Art. 3. Objet social. La Société a pour objet de détenir des participations, au Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, échange et de toute autre manière tous titres, actions et autres titres de créance et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Il peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Il peut émettre des billets obligations de caisse et tous titres de dettes et / ou de titres de participation. La Société peut prêter des fonds, y compris, sans limitation, les revenus de prêts et / ou émissions de titres de créance ou de participation à ses filiales, sociétés affiliées et / ou toutes autres sociétés. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever ou autrement créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs pour garantir ses propres obligations et engagements et/ ou obligations et engagements de toute autre société, et, plus généralement, pour son propre bénéfice et / ou le bénéfice d'une autre compagnie ou personne.

La Société peut en général employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger contre le risque crédit, change et risque de taux d'intérêt et autres risques. La société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à son objet».

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Diekirch.

Le siège social peut être transféré (i) à tout autre endroit de la même commune par une décision du Conseil d'Administration ou de l'administrateur unique et (ii) à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision du Conseil d'Administration.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par trente et un mille (31.000) actions d'une valeur nominale de un euros (EUR 1,-) chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 7. Prime d'émission. En outre du capital social, un compte prime d'émission peut être établi dans lequel seront transférées toutes les primes payées sur les actions en plus de la valeur nominale.

Le montant de ce compte prime d'émission peut être utilisé, entre autre, pour régler le prix des actions que la Société a rachetées à ses actionnaire(s), pour compenser toute perte nette réalisée, pour des distributions au(x) actionnaire(s) ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale.

Art. 8. Actions. Envers la Société, les actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Forme des actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En présence d'actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société. Ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions détenues par lui, les montants libérés sur chacune des actions, le transfert d'actions et les dates de tels transferts.

Art. 10. Composition du Conseil d'Administration. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre, appelé «administrateur unique», jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateur(s) seront nommés par les actionnaire(s), qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six années, respectivement ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment par une résolution des actionnaire(s).

Art. 11. Pouvoir du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés en vertu des Lois ou des Statuts au(x) actionnaire(s) relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera.

Art. 12. Représentation. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée en toutes circonstances, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le Conseil d'Administration est composé de trois membres ou plus par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle de l'administrateur-délégué pour ce qui concerne la gestion journalière.

La Société sera également engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Acompte sur dividende. Le Conseil d'Administration peut décider de payer un dividende intérimaire sur base d'un état comptable préparé par eux duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer en tant que dividende intérimaire ne peuvent jamais excéder le montant total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que prélèvements effectuées sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu des Lois ou des Statuts.

Art. 14. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil de d'Administration nommera parmi ses membres un président et pourra nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même administrateur responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil d'Administration.

Le Conseil de d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres, au lieu et date indiqués dans la convocation.

Si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un administrateur peut également renoncer à sa convocation à une réunion, soit avant soit après la réunion, par écrit en original, par fax ou par e-mail.

Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour les réunions qui sont tenues au lieu et date indiqués dans un agenda de réunions adopté à l'avance par le Conseil de d'Administration.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre administrateur comme son mandataire.

Tout membre du Conseil d'Administration peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil d'Administration.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres.

Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En outre, une décision écrite, signée par tous les administrateurs, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs administrateurs.

Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des administrateurs en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Art. 15. Rémunération et débours. Sous réserve de l'approbation des actionnaire(s), les administrateur(s) peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Si un ou plusieurs administrateurs ont ou pourraient avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, cet administrateur devra en aviser les autres administrateur(s) et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans le cas d'un administrateur unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est administrateur, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise.

Art. 17. Responsabilité des administrateur(s). Les administrateurs n'engagent, dans l'exercice de leurs fonctions, pas leur responsabilité personnelle lorsqu'ils prennent des engagements au nom et pour le compte de la Société.

Art. 18. Commissaire(s) aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Les commissaires aux comptes seront nommés par les actionnaire(s) pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 19. Actionnaire(s). Les actionnaires exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Lois et les Statuts.

Si la Société ne compte qu'un seul actionnaire, celui-ci exerce les pouvoirs pré-mentionnés conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 20. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 1^{er} jeudi du mois de mai à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 21. Assemblées générales. Les décisions des actionnaire(s) sont prises en assemblée générale tenue au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur convocation conformément aux conditions fixées par les Lois et les Statuts du Conseil d'Administration, subsidiairement, des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des actionnaire(s) représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tous les actionnaires sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale.

Un actionnaire peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même actionnaire.

Lors de toute assemblée générale autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les actionnaires à la majorité simple, indépendamment du nombre d'actions représentées.

Lors de toute assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) du capital social et les résolutions seront adoptées par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Si ce quorum n'est pas atteint, les actionnaires peuvent être convoqués à une seconde assemblée générale et les résolutions seront alors adoptées sans condition de quorum par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 23. Comptes sociaux. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, le bilan ainsi que le compte de résultats conformément aux Lois afin de les soumettre aux actionnaire(s) pour approbation.

Tout actionnaire ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social.

Art. 24. Réserve légale. L'excédent favorable du compte de résultats, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale («la Réserve Légale») dans le respect de l'article 72 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 25. Affectation des bénéfices. Après affectation à la Réserve Légale, les actionnaire(s) décident de l'affectation du solde du bénéfice net par versement de la totalité ou d'une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou la prime d'émission aux actionnaire(s), chaque action donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Art. 26. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Au moment de la dissolution, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un actionnaire unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les actionnaire(s).

Les liquidateur(s) peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution.

Art. 27. Disposition finale. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Dispositions transitoires

(1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

(2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2015.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le comparant préqualifié, représenté comme dit ci-avant, déclare souscrire intégralement les trente et un mille (31.000) actions comme suit:

| | |
|--|---------------|
| Monsieur Jason Per BOYES, pré-qualifié, trente et un mille actions | 31.000 |
| Total des actions: trente et un mille actions | <u>31.000</u> |

Les actions ont été entièrement libérées par l'actionnaire unique par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000.-), se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été fournie au notaire instrumentant.

26507

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant pré-qualifié, représenté comme dit ci-avant, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaire unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

2. A été appelé aux fonctions d'administrateur unique:

- Monsieur Jason Per BOYES, employé privé, né le 25 août 1971 à Pemury (UK), demeurant à L-6670, Mertert, 3B rue Basse.

3. La durée du mandat de l'administrateur unique prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2018.

4. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

Coficom Trust S.à r.l., inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.931 et dont le siège social est sis à L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

5. La durée du mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2018.

6. L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

Dont acte, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. RODRIGUES, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 6 décembre 2013. Relation: DIE/2013/15042. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur p.d. (signé): RECKEN.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 7 janvier 2014.

Référence de publication: 2014004025/251.

(140003795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

EUR Fixed Income Opportunities Fund S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 164.699.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2014.

Référence de publication: 2014004311/11.

(140003630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

AWM Luxembourg SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 183.173.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the sixteenth day of December.

Before the undersigned notary Maître Marc Loesch, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

APPEARED:

Deutsche Asset Management Group Limited, a company governed by the laws of England and Wales, having its registered office at One Appold Street, London, EC2A 2UU, United Kingdom with company number 01942565,

represented by Maître Claire Prospert, avocat à la cour, professionally domiciled in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given on 27 November 2013, that will be initialled as "ne varietur" by the proxyholder and the notary, attached to the present deed and simultaneously filed with the registration authority.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record the following articles of association ("Articles of Association") of a public limited company (société anonyme) qualifying as Fonds d'Investissement Spécialisé (SIF) with variable capital (SICAV) pursuant to the Act on Specialised Investment Funds dated 13 February 2007, as amended (as defined below) and which the appearing party declared to establish as follows:

Art. 1. Name.

1 Between the undersigned and all persons that may become shareholders there exists a company in the legal form of a public limited company under the name of "AWM Luxembourg SICAV-SIF" (the "Company") qualifying as an "investment company with variable capital -specialised investment fund" in the structure of an umbrella fund.

2 The Company may have one or more Shareholders (the "Shareholders" or individually a "Shareholder").

Art. 2. Duration.

1 The Company has an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time upon resolution of the Company's Shareholders, provided that the resolution has been passed in the form required for amendments to the Articles of Association.

2 Individual Sub Funds (as defined below) may be set up for a limited or unlimited duration as set forth in the respective annexes to the private placement memorandum of the Company ("PPM").

Art. 3. Corporate Object.

1 The Company's exclusive object is to carry out the business of a specialised investment fund pursuant to the Act on Specialised Investment Funds dated 13 February 2007, as amended ("Act of 2007").

2 Within the framework of the Act of 2007, the Company may take all measures and carry out all business activities it deems helpful to fulfil and to promote its company purpose.

3 Within the Company, different Sub Funds (as defined below) may pursue similar or different investment strategies.

Art. 4. Registered Office.

1 The Company's registered office is in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, the Board of Directors ("Board of Directors") may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg. Upon resolution of the Board of Directors, subsidiaries or other representations may be established in Luxembourg or abroad.

2 Should the Board of Directors come to the conclusion that incidents of force majeure have taken place or are imminent that may adversely affect the Company's normal business at its seat or the communication with subsidiaries or persons abroad, the seat may temporarily be relocated to a foreign country until such extraordinary circumstances have ended. Such temporary measures will not affect the nationality of the Company and it will remain a Luxembourg company.

Art. 5. Corporate capital, Sub Funds, Share Classes.

1 The initial capital of the Company is thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) fully paid.

2 The capital of the Company is represented by shares of no par value ("Shares") and shall at any time be equal to the total net assets of the Company (see Article 24 below).

3 The Company's minimum capital after a period of twelve months following the registration of the Company as a Specialised Investment Fund shall be one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.00) or the foreign currency equivalent thereof.

4 The Board of Directors is entitled to, at any time and without limitation, issue Shares at such value as shall be determined in the PPM or the relevant annex thereto, without being required to grant existing Shareholders a preferential right of subscription. Within the framework of the Act of 2007, the Board of Directors may delegate the power to accept subscriptions and payments for such new Shares as well as to issue such new Shares to any member of the Board of Directors or an employee of the Company or to any other duly authorised person.

5 Such Shares may, as the Board of Directors shall determine, be attributable to different Sub Funds ("Sub Funds") which may be denominated in different currencies. The rights of each Shareholder shall be limited to the assets of the relevant Sub Fund(s) in which such Shareholder holds Shares. Each Sub Fund's assets are liable only towards the Shareholders of such Sub Fund and for liabilities towards third parties relating to the setting-up of such Sub Fund or which result from the investment activity or the liquidation of such Sub Fund. Each Sub Fund of the Company is treated as an independent entity. Each Sub Fund of the Company can be liquidated individually without resulting in the liquidation of another Sub Fund or the Company as a whole.

6 Within each Sub Fund, the Board of Directors is authorised to issue different classes of Shares (each a "Share Class") which may differ, inter alia, as regards the fee structure, distribution policy, hedging strategies, minimum investment capital,

Shareholders' qualifications, payment structures or other specific features, as may be determined by the Board of Directors from time to time and which can be denominated in different currencies. The Shares of a Share Class can be issued as accumulating Shares ("Accumulating Shares") or as distributing Shares ("Distributing Shares"). The Board of Directors may decide if and when Shares of such Share Classes are to be offered for subscription, as well as the conditions of such issuance.

7 To the extent appropriate for the interpretation of the present Articles of Association and unless determined otherwise herein, references to Sub Funds in these Articles of Association shall be read as references to the Share Classes associated with the relevant Sub Fund.

8 The proceeds from the issuance of Shares of a Sub Fund will be invested in securities and/or other permitted assets pursuant to Article 3 of the Articles of Association and to the investment strategy as determined by the Board of Directors for the respective Sub Fund.

9 Cross-investments between different Sub Funds are possible if and under such circumstances provided by Luxembourg law.

10 The share capital corresponds to the sum of the net assets of all Sub Funds. In order to determine the share capital, the net assets of those Sub Funds not denominated in Euro will be converted to Euro.

11 The Company may, from time to time, issue bonus Shares following which the Share Value (as hereinafter defined) per share is reduced by way of a split.

Art. 6. Shares.

1 Shares will be issued as registered shares only.

2 Upon the Company's acceptance of a subscription, Shares will only be issued to investors that qualify as well-informed investors according to the Act of 2007 ("Eligible Investors"). Each Shareholder shall provide evidence to the Company of its status as an Eligible Investor within the meaning of the Act of 2007.

Within the meaning of the Act of 2007, a well-informed investor shall be an institutional investor, a professional investor or any other investor who meets the following conditions:

- a) such investor has confirmed in writing that it adheres to the status of well-informed investor, and
- b) (i) such investor invests a minimum of one hundred twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-) in the specialised investment fund, or
(ii) such investor has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying its expertise, its experience and its knowledge in adequately appraising an investment in the specialised investment fund.

The conditions set forth above are not applicable to members of the Board of Directors and other persons who are involved in the management of specialised investment funds.

3 The Shareholders will receive a confirmation of their shareholding in the Company.

4 Fractions of Shares may be issued. In the event that a Shareholder becomes entitled to a fractional shareholding, such fractional shareholding shall be registered in the share register with up to four (4) decimals. Fractional Shares do not grant any voting rights; however, the fractional Shareholder is entitled to distributions pro rata to its fractional shareholding.

5 The Board of Directors will determine the form in which the Company will issue Shareholder confirmations pursuant to Article 6 para. 3 of the Articles of Association.

6 Shares will be issued after the acceptance of the subscription and subject to payment of the issue price, pursuant to Article 25. Upon acceptance of the subscription and receipt of the issue price, the Shareholder will receive a confirmation of its shareholding, within a period customary in financial affairs.

7 The Shareholders of all issued Shares will be listed in the share register that is kept by the Company or by one or more entities to whom the Board of Directors has delegated such task. The share register shall contain the names of all Shareholders, their address as well as the number of Shares held in each Sub Fund and Share Class.

8 Every Shareholder registered in the share register must provide the Company with an address for the reception of notifications and announcements by the Company. This address will be listed in the share register. A Shareholder may at all times change its registered address by written notice sent to the Company's registered office or such other address as may be indicated by the Company from time to time.

9 Subject to the consent of the Shareholders and if permitted by the PPM and permitted by law, notifications and announcements by the Company can be sent electronically to the Shareholders.

10 Subject to the provisions of the Act of 2007 according to which every Shareholder must qualify as an Eligible Investor and subject to these Articles of Association and to the provisions contained in the PPM or any annex thereto, the Shares are not subject to any limitations of transferability and are clear of any claims on behalf of the Company. Shareholders may however request the inscription of a trustee blocker registration with respect to the Shares held by them.

11 The registration of a person as a Shareholder of the Company in the share register is subject to the Shareholder's compliance with the provisions of the Act of 2007. For that purpose, the Company may request evidence that the acquirer

qualifies as an Eligible Investor within the meaning of the Act of 2007. If need be, the Company may request additional documents it deems necessary for the registration in the share register. Article 10 of the Articles of Association is applicable.

Art. 7. Subscriptions / Capital Commitments.

1 Within the framework of the PPM, the Company or duly authorised persons may - at their sole discretion - accept or reject subscriptions and payments by investors qualifying as Eligible Investors within the meaning of Article 2 of the Act of 2007.

2 Subscriptions may be made in the form of capital commitments ("Capital Commitments") and will become due and payable either immediately in full or in several instalments upon receipt of drawdown notices, as further provided in the following Article 8.

3 Subject to consent of relevant Shareholders, the Company may allow that assets be contributed in kind, provided that such assets are compliant with the investment strategy of the relevant Sub Fund, and that their value is confirmed by the Company's auditors. The costs of such contribution in kind shall be borne by the contributing Shareholder.

Art. 8. Capital Calls.

1 If subscriptions are made in the form of Capital Commitments, such Capital Commitments will become due and payable upon issuance of a Capital Call (as hereinafter defined) either in one sole payment or in several instalments by subscription of the respective number of Shares per Sub Fund. In advance of the due date of each Capital Call, the Company will send a drawdown notice to all Shareholders, requesting them to arrange for payment of the respective amount either via bank collection or via bank transfer. Pursuant to the payment of the relevant amount in accordance with the PPM, the corresponding number of Shares will be issued to the respective Shareholder (each of these capital calls is a "Capital Call").

2 When Capital Commitments are called in several instalments, each Capital Call will be made on a pro rata basis with respect to the Capital Commitments made by each investor unless otherwise provided in the relevant Sub Fund annex to the PPM, for instance with regards to subsequent closing investors. Unless otherwise determined, each Capital Call shall amount to a percentage of the relevant investor's total Capital Commitment, determined by the Company in its sole discretion. In each Capital Call, the percentage respectively drawn from each investor with respect to such investor's total Capital Commitment shall in principle be the same.

3 The offering period (and any possible extension(s) thereof), as well as the issue price of Shares shall be defined for each Sub Fund in the relevant annex to the PPM.

4 During any period when the calculation of a Sub Fund's Net Asset Value (as hereinafter defined) is suspended, such Sub Fund will not issue Shares.

Art. 9. Defaulting Shareholder.

1 Subject to any specific provision in the PPM in relation to individual Sub Funds, a Shareholder of one or more Sub Funds failing to comply with a drawdown notice in due time (a "Defaulting Shareholder") may be requested to pay interest on the amount it failed to pay in such amount as determined in the PPM and the relevant annex thereto and in any case, the respective Defaulting Shareholder is obliged to bear at least the costs for the actual refinancing of such Defaulting Shareholder's defaulted amount. The Defaulting Shareholder will be charged with the accrued interest which, if applicable, may be offset against distributions or interim distributions respectively or against the liquidity proceeds of the relevant Sub Fund(s). In addition, the Defaulting Shareholder will also be liable for all consequential damage that may also be offset against distributions or interim distributions respectively or against the liquidity proceeds of the relevant Sub Fund(s) and subject to additional penalties as set forth in the PPM and the relevant annex thereto.

2 If such default is not remedied within the period provided for in the PPM, the Board of Directors may determine in its own discretion and in accordance with the PPM and the relevant annex thereto what measures will be taken with respect to the Defaulting Shareholder and the Shares held by such Defaulting Shareholder. If and under such conditions as may be provided for in the PPM, the Board of Directors may inter alia decide to compulsorily redeem the shares held by the Defaulting Shareholder. In such event, the procedure for a compulsory redemption as set forth in article 10 paragraph 3 (e) shall apply mutatis mutandis.

3 Such measures must comply with Luxembourg legislation but do not exclude other legal remedies provided by Luxembourg law so that the Company may - in consideration of the interests of the other Shareholders - also enact legal remedies against a Defaulting Shareholder.

4 Further details with respect to this Article 9 of the Articles of Association are provided in the PPM.

Art. 10. Eligibility of investors.

1 Shares will only be issued to Eligible Investors within the meaning of the Act of 2007. Each Shareholder is obliged to provide evidence to the Company of its qualification as an Eligible Investor within the meaning of the Act of 2007.

2 Notwithstanding the preceding paragraph, the Board of Directors is entitled to set such limitations it deems necessary to guarantee that no Shares of a Sub Fund or a Share Class are acquired or held by a person (in the following "Excluded Person"):

- who violates the laws or provisions of a country and/or official decrees or who is excluded from shareholding pursuant to the provisions of the PPM; or
- whose shareholding leads to the Company incurring tax liabilities or other financial consequences it would not have incurred or would not otherwise incur.

The PPM may provide for additional persons who may qualify as Excluded Persons.

3 The Company may limit or exclude the shareholding by an Excluded Person. In particular, the Company may limit or exclude the shareholding by an individual, a company or a legal entity. For that purpose, the Company may:

- (a) refuse the issuance of Shares or the registration of a transfer of Shares if in its evaluation such issuance or registration could lead to a shareholding or beneficial ownership of such Shares by a person excluded from a shareholding;
- (b) at any time request any person registered in the share register to provide the registrar with all information the Company deems necessary to determine whether any Shares are - or will be - beneficially owned by a person excluded from share ownership;
- (c) refuse to accept the vote at a Shareholders' meeting of a person not authorised to hold Shares in the Company;
- (d) request the Shareholder to dispose of its Shares and to provide evidence of the disposal vis-à-vis the Company within thirty (30) days of such request if in the Board of Directors' assessment an Excluded Person either solely or together with another person is the beneficial owner of any Shares. Should the respective Shareholder fail to comply with this request in due time, the Company may - in its sole discretion - treat such Shareholder as a Defaulting Shareholder;
- (e) compulsorily redeem as described below all Shares of a Shareholder, should it be of the opinion that an Excluded Person either solely or together with another person is the legal or beneficial owner of such Shares, and should that person not transfer such Shares to an authorised person, as follows:

- The Company will send a request (in the following "Redemption Request") to such Shareholder regarded as the owner of the Shares in question indicating the Shares to be redeemed, the Redemption Price (as hereinafter defined) for such Shares as well as the place where the Redemption Price for such Shares is due and payable. Each such Redemption Request can be delivered to such Shareholder by mail as a registered letter to the address last known or listed in the share register of the Company. The Shareholder will then be obliged to return to the Company the share confirmations the Redemption Request relates to. Immediately after close of business of the day stated in the Redemption Request, the Shareholder will cease to be the owner of the Shares stated in the Redemption Request, and its name will be deleted in the share register.

- The price at which such Shares according to the Redemption Request are being redeemed (in the following "Redemption Price") will be determined in accordance with the calculation method as described in the PPM. The PPM also includes the payment modalities.

- The redeemed Shareholder will lose all rights in the Shares as well as all other claims against the Company; the right to receive the Redemption Price (without interest), however, will continue to exist.

- Subject to the Company having exerted its powers pursuant to this Article, in good faith, such exertion may not be questioned or be considered void on the grounds that no sufficient proof of the ownership of Shares by a Shareholder was given or that the legal or beneficial owner of the Shares was different to the one considered as owner by the Company at the date of the Redemption Request.

4 The Company is obliged to compulsorily redeem all Shares of a Shareholder who does not - or ceases to - qualify as an Eligible Investor within the meaning of the Act of 2007, as soon as it becomes aware of such facts.

Art. 11. General Meeting of Shareholders.

1 Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders regardless of the Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

2 In the event that the Company is composed of one sole Shareholder, the sole Shareholder will be vested with all powers of the general meeting of Shareholders.

3 A meeting of the Shareholders may be convened in accordance with Article 12(3).

Art. 12. Annual General Meeting of the Shareholders.

1 In line with Luxembourg law, the annual general meeting of Shareholders will be held at the Company's registered office in Luxembourg or any other place in the municipality of Luxembourg-city as may be indicated in the convening notice, at midday on the day before the last day on which banks in Luxembourg are open for business in June of each year or, if such day is a public holiday, on the last preceding Luxembourg bank business day. The annual general meeting of Shareholders may be held abroad should extraordinary circumstances so require in the sole discretion of the Board of Directors.

2 Other Shareholders' meetings of the Company may be held at such place and date as stated in the respective convening notice.

3 Upon the written request of Shareholders jointly representing one tenth (1/10) of the share capital, a Shareholders' meeting has to be convened.

Art. 13. Meeting, Mergers of Sub Funds.

1 Upon request by the Board of Directors, separate meetings of the Shareholders of a certain Sub Fund or Share Class may be convened. The provisions of Article 14 apply mutatis mutandis to the quorum and to votes at any such meeting. A separate meeting of the Shareholders of individual Sub Funds or Share Classes may be held to decide on all issues not reserved to the full Shareholders' meeting of the Company or to the Board of Directors pursuant to applicable law or these Articles of Association. Resolutions by separate meetings of the Shareholders may not affect the rights of the Shareholders of other Sub Funds or Share Classes.

2 In addition, the Board of Directors may convene regular or irregular information meetings for the Shareholders at Sub Fund level or for individual Share Classes. Further details are provided for in the PPM (if applicable).

3 The Board of Directors may call a meeting of the Shareholders of an individual Sub Fund or Share Class to decide on the liquidation of the relevant Sub Fund or class by way of a compulsory redemption of the relevant Shares or by way of a merger with another Sub Fund of the Company or another undertaking for collective investments ("UCI"), in each case for reasons other than those named in the following paragraph.

4 In derogation from paragraph 3 above and unless otherwise provided in the PPM or any relevant annexes thereto, the Company may -without resolution of the Shareholders' meeting - redeem all (but not some) Shares of the Sub Fund or merge the Sub Fund with another Sub Fund of the Company or with another UCI, if the total net assets of a Sub Fund for any reason falls below a defined amount or fail to achieve such amount as determined by the Board of Directors as an appropriate minimum amount for the respective Sub Fund, or if the Board of Directors deems such measures appropriate for reasons of significant changes in the economic or political situation affecting the respective Sub Fund or if such measure is deemed in the interest of the relevant Shareholders. Such decision will be made by the Board of Directors and will be notified to the relevant Shareholders.

5 A merger effected by the Board of Directors pursuant to paragraph 4 or approved by the Shareholders pursuant to paragraph 3 is binding on all Shareholders in the respective Sub Fund.

Art. 14. Voting Rights.

1 Each Share of a Sub Fund or a Share Class has one vote, independent from the Net Asset Value of such Share but subject to limitations, if any, pursuant to applicable law and the Articles of Association.

2 Each Shareholder may be represented by another Shareholder or another person at any meeting of Shareholders by virtue of a written proxy (including facsimile). Such proxy holder does not need to be a Shareholder and may be a member of the Board of Directors or a representative thereof.

3 Unless otherwise provided for by law or in these Articles of Association or in the Act on Trading Companies dated 10 August 1915 (the "Act of 1915"), resolutions will be made by simple majority of the present or represented Shareholders casting a vote during a meeting of Shareholders duly convened and validly constituted. Unless otherwise provided votes will take place at the level of the Company by the Shareholder of all Sub Funds, where each Share will grant one vote. In cases where votes are related to (an) individual Sub Fund(s), only the Shareholders of such relevant Sub Fund(s) will be entitled to vote.

4 The Board of Directors may determine further conditions to be fulfilled by the Shareholders in order to be admitted to a meeting of the Shareholders.

5 Should the Company or any Sub Fund act as feeder fund and be requested in such capacity to exercise voting rights in relation to the master fund, the Board of Directors shall consult with the Shareholders of the relevant Sub Funds prior to exercising any vote at the master fund level. Details of the relevant consultation mechanism for a specific Sub Fund may be determined in the PPM. To the extent permitted by the constitutive documents of the master fund, the Board of Directors shall exercise a split vote at the master fund level so as to vote the interest of the Company in the master fund in proportion to the responses received from the Shareholders of the relevant Sub Funds. Absent direction from a Shareholder, the Board of Directors will abstain from voting with respect to such Shareholder's pro rata interest.

Art. 15. Convening notice.

1 Unless otherwise provided for in the Articles of Association, the Shareholders' meetings shall be convened with such notice periods and in accordance with such formalities as are provided for by the Act of 1915.

2 Meetings of the Shareholders will be convened by the Board of Directors with a convening notice that shall include the agenda of such meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the Shareholders in accordance with Article 12 paragraph 3, in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda. The convening notice will be sent in writing by registered mail to the Shareholders at the address listed in the share register, at least 8 days prior to such meeting or such longer period as set out in the relevant Sub Fund annex. To the extent required by applicable laws the Shareholders will receive, together with the convening notice for the annual general meeting, the reports of the Board of Directors and the auditor as well as the relating financial report. Such documents will also be available for inspection at the Company's registered office 15 days prior to the Shareholders' meeting.

3 The Shareholders' meeting may be held without convening notice if all Shareholders are present or represented at such Shareholders' meeting and if they confirm to have been informed about the meeting's agenda.

4 Shareholders jointly holding at least one tenth (1/10) of the share capital may request the inclusion of additional items to the agenda with five (5) days notice prior to any Shareholders' meeting.

Art. 16. Board of Directors.

1 The Company and each Sub Fund will be managed by the Board of Directors consisting of at least three members and such members are not required to be Shareholders.

2 The members of the Board of Directors will be elected by the Shareholders at the annual Shareholders' meeting for a maximum duration of six (6) years and may be re-elected for further periods thereafter. One member will have to be elected from a list suggested by Deutsche Alternative Asset Management (UK) Limited.

3 Should the position of one director be vacant for reasons of death, withdrawal or for any other reason, the remaining directors may by way of cooptation with simple majority vote elect a replacement director to occupy the vacant position until the next following Shareholders' meeting who shall be called to confirm such director's election. The restriction under 2. above shall also apply in respect of such cooptation.

4 A member of the Board of Directors may be withdrawn by resolution of the Shareholders' meeting.

5 The Board of Directors will elect among itself a chairman and may elect one or more deputy chairmen. The Board of Directors may also appoint a secretary who is not required to be a member of the Board of Directors and who will be responsible for the minutes of the Board of Directors' meetings and of the Shareholders' meetings.

6 The chairman will chair the Board of Directors' meetings. In the chairman's absence, the members of the Board of Directors will appoint another person as an interim chairman by majority vote of the persons present or represented.

7 A meeting of the Board of Directors may be convened at any time by the chairman or by two members of the Board of Directors, at such location and with such agenda as indicated in the convening notice.

8 Postal, telegraphic, electronic or facsimile convening notices for the meeting shall be sent to all directors at least 24 hours prior to such Board of Directors' meeting. In urgent cases, the observance of the notice period may be waived.

9 Subject to the following provisions, the Board of Directors' meeting will only be validly constituted if the meeting has been convened in due form.

10 The convening notice may be waived by the consent of all directors. Further, a convening notice will not be required for meetings scheduled in advance by resolution of the Board of Directors.

11 Each director may be represented at a Board of Directors' meeting by another member of the Board of Directors. Any such proxy will be effected in writing (including facsimile) or in any other form as may be determined by the Board of Directors.

12 Unless otherwise determined in these Articles of Association, resolutions of the Board of Directors will be passed with a simple majority of the members of the board present or represented. In the event of parity, the chairman will have no casting vote.

13 Unless otherwise provided, the Board of Directors will only have a quorum if more than half of its members are present or represented, whereat an attendance by phone or by video conference or by any other means of communication allowing interaction as determined by the Board of Directors will be regarded as presence.

14 The members of the Board of Directors may also take resolutions by written consent on one or more identical documents. Such resolution is validly taken when the last director has signed the document.

15 The Board of Directors may entrust individual directors or third parties with the day to day business or with the representation of the Company. Such appointments may at any time be revoked by the Board of Directors.

16 The Board of Directors may in its discretion transfer certain of its powers to a committee consisting of persons appointed by it (who may be members of the Board of Directors or not). Such transfers may at any time be revoked by the Board of Directors.

17 The Board of Directors may in its discretion appoint consultative committees to support its business activity. Such consultative committees will not be entitled to represent the Company or to take binding decisions on its behalf.

18 Furthermore, the Board of Directors may establish one or several Shareholder committees per Sub Fund or per Share Class consisting of different Shareholders of the respective Sub Fund or Share Class that have been appointed by the Board of Directors in its sole discretion. Further details are set forth in the PPM (if applicable) and the relevant annex thereto, as the same may relate and be applicable to any particular Sub Fund.

19 The minutes of each meeting of the Board of Directors will be signed by the chairman or, in the Chairman's absence, by the interim chairman. Duplicates or excerpts of such minutes made for purposes of legal proceedings or for other legal purposes are to be signed by the chairman of the Board of Directors or by two members of the Board of Directors.

Art. 17. Management.

1 The Board of Directors is entitled to carry out all activities and to take all actions in the interest of the Company which are not, pursuant to applicable law or to the Articles of Association, reserved to the Shareholders' meeting.

2 Subject to investment restrictions resulting from legislation, administrative regulations, resolutions of the Board of Directors, these Articles of Association or from the PPM, the Board of Directors is entitled to determine the investment strategy and investment restrictions of each Sub Fund in line with the Company's corporate object.

3 The Board of Directors may decide to invest the total or parts of a Sub Fund's assets via one or more subsidiaries, should it deem this appropriate and in the best interest of the Shareholders.

4 Further, the Board of Directors may in its discretion decide to invest assets of two or more Sub Funds by way of co-management. In case of co-management, decisions on investments and procedures will be made on a consolidated basis for the respective assets managed in such a way.

Art. 18. Conflicts of Interest.

1 Neither a contract nor another activity or agreement between the Company and another person may be impaired or declared void by the fact that one or more members of the Board of Directors might be a director, associate, officer, shareholder or employee of such entity or might be otherwise personally associated with such entity. Each member of the Board of Directors of the Company serving another entity with which the Company enters into contractual relationships or executes other transactions as member of the Board of Directors, Shareholder or employee will not be precluded as a result of such association from acting for the Company and deciding on its transactions.

2 Should a member of the Board of Directors of the Company have a vested interest in a transaction of the Company, such member shall inform the Board of Directors of such personal interest, and the relevant member of the Board of Directors shall not be engaged in such transaction or vote on it. Such transactions and interests of a member of the Board of Directors shall be disclosed at the next Shareholders' meeting.

3 The preceding provisions shall not apply if the relevant transactions are carried out in the course of day-to-day business on arm's length terms.

4 The term "vested interest" as used herein does not comprise every interest merely resulting from the fact that the transaction relates to Deutsche Bank Group (or a company directly or indirectly associated with the Deutsche Bank Group respectively) or another company as determined by the Board of Directors.

Art. 19. Indemnification. The Company will indemnify and hold harmless each member of the Board of Directors and their heirs, executors or trustees from all costs reasonably spent in connection with any legal action or any legal proceeding in which the respective member of the Board of Directors was involved as a result of such member's activity as a current or former member of the Board of Directors, if and to the extent such member of the Board of Directors is not otherwise indemnified from all obligations in the course of such legal action or legal proceeding. Excluded from such indemnification are cases in which the member of the Board of Directors was convicted by a court of competent jurisdiction of gross negligence or wilful default. In case of a settlement, indemnification will only be provided for such matters as covered by the settlement and for which the Company will receive a confirmation of its legal advisers that the person liable is not liable for neglect of duty.

The PPM and any annex thereto relating to specific Sub Funds may foresee additional indemnification rules.

Art. 20. Representation towards Third Parties.

1 The Company will be bound by the joint signature of two members of the Board of Directors of the Company.

2 The Company will also be bound by the sole or joint signatures of delegates authorised by the Board of Directors.

Art. 21. Auditor. The Shareholders' meeting of the Company will appoint an auditor ("réviseur d'entreprise agréé") who will perform such duties vis-à-vis the Company as described in Article 55 of the Act of 2007.

Art. 22. Redemption and Conversion of Shares.

1 The Company shall only redeem Shares of the Company upon request of the Shareholders if and to the extent provided for in the PPM.

The Company may at any time redeem Shares, subject to the legal minimum capital, pursuant to the following provisions.

2 If redemptions are permitted by the PPM or the relevant annex thereto, should the Company receive on any one business day (as defined in the PPM or the relevant annex thereto) claims for redemption exceeding the percentage of outstanding Shares of a Sub Fund as determined in the PPM or the relevant annex thereto, it will not be obliged to redeem on such business day more than the determined number of Shares. The Company may determine that redemptions exceeding the determined number will be postponed to a later business day pursuant to the respective provisions in the PPM or the relevant annex thereto. In case of a postponement of the redemption, the Shares in question will be redeemed at their value on the date of redemption.

3 Unless otherwise provided for in the PPM or the relevant annex thereto, the Redemption Price per Share will be based on the Net Asset Value per Share of the redeemed Shares on the relevant dealing day and will be settled by the Company within such payment periods as determined in the PPM or the relevant annex thereto.

4 The payment of the Redemption Price may be delayed until a later date than that defined in the PPM or the relevant annex thereto, if in the Board of Directors' view the payment of the Redemption Price is not possible within the period determined in the PPM due to statutory provisions (e.g. exchange control regulations) or due to other extraordinary circumstances.

5 To the extent the PPM or the relevant annex thereto allows redemptions, Shareholders shall submit their Redemption Request in writing and irrevocably with the Company or a duly authorised person within the period as determined in the PPM or the relevant annex thereto.

6 Upon resolution by the Board of Directors and with the consent of the relevant Shareholder(s), the Company shall be entitled to settle the payment of the Redemption Price vis-à-vis a redeeming Shareholder by a distribution in kind by attributing to such Shareholder assets out of the portfolio of the respective Sub Fund. The value of the distribution in kind must not exceed the Redemption Price. In such case, the type and category of the attributed assets will be selected on a fair and reasonable basis and without adverse effects on the rights of the other Shareholders of the respective Sub Fund. The valuation made will be confirmed in a special report of the Company's auditor. The costs of such redemption in kind shall be borne by the Shareholder requesting such redemption in kind.

7 If and to the extent provided for in the PPM or the relevant annex thereto, each Shareholder of a relevant Sub Fund or Share Class may request the conversion of all or part of its Shares in such Sub Fund or Share Class into Shares of another Sub Fund or Share Class of the same Sub Fund pursuant to a formula as described in the PPM or the relevant annex thereto and as amended from time to time by the Board of Directors. To the extent provided for in the PPM or the relevant annex thereto, a fee for the conversion of the Shares (if permitted) may be charged.

8 To the extent allowed by applicable laws and these Articles of Association, each Sub Fund may - as determined in the PPM or the relevant annex thereto - be liquidated or be merged with another UCI or with a sub fund of a UCI.

9 Liquidation proceeds not claimed by the Shareholders at the termination of the liquidation of a Sub Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg and will mature after thirty (30) years.

Art. 23. Dates of Determination of the Share Values; Suspension of Issuance, Conversion and Redemption of Shares.

1 The Net Asset Value per Share of each Sub Fund and of each Share Class will be determined with four decimal places from time to time and at least once a year, as provided for in the PPM ("Valuation Date").

2 In the following cases, the Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share of each Sub Fund or Share Class as well as the issuance, conversion and redemption of Shares:

- If one or more stock exchanges or other markets constituting the basis of valuation for a substantial part of the Net Asset Value are closed (except for an ordinary public holiday) or if the trading is suspended; or
 - if in the Board of Directors' opinion it is impossible to sell or to evaluate assets due to extraordinary circumstances;
- or
- if the communication technology normally employed to determine the market price of a security is inoperable or is operational only to a limited extent; or
 - if the transfer of funds for the purchase or disposal of investments of the Company is impossible; or
 - upon or after the day of the publication of the first convention of a Shareholders' meeting dealing with a possible liquidation of the Company or a Sub Fund; or
 - in case of a feeder Sub Fund, if the net asset calculation of the master fund is suspended.

3 Upon occurrence of an event resulting in the liquidation of the Company or upon receipt of an according order by the Luxembourg financial supervisory authority, the Company will immediately cease the issuance, redemption and conversion of Shares of the Company.

4 Shareholders who have offered their Shares for redemption or conversion shall be informed immediately of such suspension.

5 The suspension with respect to one Sub Fund will not affect the determination of the Share Values (as hereinafter defined) of another Sub Fund.

Art. 24. Determination of the Net Asset Value.

1 The Net Asset Value per Share of each Sub Fund and each Share Class will be determined in the respective currency of the relevant Sub Fund and/or Share Class.

2 The Net Asset Value per Share of each Sub Fund and each Share Class will be determined by dividing the Net Asset Value of the respective Sub Fund and/or Share Class by the number of outstanding Shares of the respective Sub Fund and Share Class ("Share Value"). The Net Asset Value of a Sub Fund is the result of the Company's assets relating to the respective Sub Fund and/or Share Class less the Company's liabilities relating to the respective Sub Fund and/or Share Class ("Net Asset Value").

3 To the extent the Company is obliged to determine the Net Asset Value of each Sub Fund and each Share Class of the Company pursuant to its statutory investments, such determination will have to be carried out as follows:

3.1 Unless otherwise determined in a Sub Fund annex, Investments shall be valued as follows:

(a) Cash balances, cash deposits, drafts, account balances, accounts receivables, asset-side accruals as well as receivables for dividends and interest income due but not yet collected will be considered in full. This does not apply if it is improbable that the receivables will be settled in full or in part; in such case, the receivables will be determined with a discount as deemed appropriate in order to reflect their real value;

(b) Securities listed on an approved stock exchange or traded in another regulated market that is approved, open to the public and functions regularly (a "Regulated Market") will be determined by their last available official closing price or, if there is more than one such market, by their last available official closing price on the most important market for such security. Should the last available price not properly reflect the fair market price of such security, its value will be determined by the Board of Directors on the basis of its fair market price which will be determined after reasonable consideration and in good faith;

(c) Securities not listed on an approved stock exchange, not admitted for trade and not traded on another Regulated Market will be evaluated on the basis of their fair market price which will be determined by the Board of Directors after reasonable consideration and in good faith;

(d) Units of or interests in underlying investment vehicles will be evaluated as follows:

- as long as there is no official value available from the respective investment vehicle, the units / interests will be evaluated at their purchase price;

- if a Net Asset Value of the respective investment vehicle is available, the respective units / interests will be evaluated on that basis;

- should circumstances exist that make the valuation of the units / interests in the respective investment vehicle pursuant to the aforementioned provisions seem inappropriate in the sole discretion of the Board of Directors, the Board of Directors will evaluate the units / interests of the respective investment vehicle at their fair market price which will be determined in good faith, pursuant to generally applied valuation rules and without liability of the Board of Directors;

(e) all other assets will be evaluated at their fair market price which will be determined in good faith, pursuant to generally applied valuation rules and according to the valuation method as determined by the Board of Directors. In order to determine the fair market price of such assets, the Board of Directors may consider all factors it reasonably deems essential for such assets;

(f) the Board of Directors may at any time evaluate the Company's assets pursuant to the methods determined by the Board of Directors and in consideration of accepted standards, should the above mentioned valuation criteria after reasonable consideration and in good faith not lead to appropriate valuations.

3.2 The liabilities of the Company comprise (i) all loans, promissory notes and other debts due, (ii) all administrative expenses due or accumulated, in particular costs for the Company's incorporation and its registration with the regulatory authorities as well as fees for legal advice and audit, administration-, custodian- and paying agent fees, fees and expenses of the Company and central administration agent, expenses for statutory publications, for prospectuses, placement memoranda, reports and other documentation provided to the Shareholders as well as translation costs and in general all other costs incurred in connection with the management of the Company and its Sub Funds, (iii) all known current and future liabilities and obligations, (iv) an appropriate reserve for taxes due at the evaluation date, (v) other reserves as approved by the Board of Directors, as well as (vi) other liabilities of the Company and its Sub Funds vis-à-vis third parties.

3.3 All valuation rules and criteria are subject to Luxembourg generally approved accounting principles and will be interpreted according to such principles. The PPM and its respective annexes may provide in relation to individual Sub Funds that additional accounting standards be used in addition and without prejudice to the above. Every decision of the Board of Directors or a service provider appointed by the Board of Directors with regard to the determination of the Net Asset Value will be final and binding on the Company and its Sub Funds as well as for all current, former and future Shareholders, provided that there is no violation of the principle of good faith, no gross negligence or no obvious error at hand.

3.4 For purposes of the determination of the Net Asset Value:

- all Shares of the respective Sub Fund to be issued by the Company will be deemed as issued at the issue price valid on the respective Valuation Date immediately after the date as determined by the Board of Directors; from that date until receipt of payment, the issue price will be deemed to be a receivable of the Company;

- investments, cash on hand and other assets effected in a currency other than the Sub Fund's reference currency will be calculated on the basis of the respective exchange rate on the Valuation Date, where required;

- the Company's acquisitions and disposals of securities on a certain Valuation Date will be, where feasible, recorded on that Valuation Date.

4 The Board of Directors will set up a portfolio of assets for each Sub Fund as follows: (i) the proceeds from the issuance of each Share will be attributed in the records of the respective Sub Fund to the pool of assets created for that Sub Fund; the assets and liabilities as well as the proceeds and expenses attributable to the respective Sub Fund will be entered in that portfolio subject to the following provisions; (ii) assets deriving from other assets will be credited in the records of that Sub Fund where the underlying asset is recorded; as a result, the appreciation or depreciation respectively of those assets will be attributed to the respective Sub Fund upon each revaluation of such assets; (iii) liabilities of the Company relating to assets of a certain Sub Fund or relating to measures in connection with assets of a certain Sub Fund will be debited to the respective Sub Fund; (iv) assets and liabilities of the Company not attributable to a certain Sub Fund will be distributed or allocated respectively to all Sub Funds, where the amounts attributable to a certain Sub Fund are the result of the division of such assets or liabilities by the number of Sub Funds existing at the date of the determination

of the Net Asset Values; and (v) upon payment of distributions to the Shareholders of a Sub Fund, the Net Asset Value of the respective Sub Fund will decrease by the gross amount of such distributions.

Art. 25. Subscription of Shares.

1 Unless otherwise determined in the PPM, whenever the Company offers Shares for subscription, the price of the offered Shares shall be based on the Net Asset Value per Share of the respective Sub Fund or Share Class, increased by a sales fee, if and to the extent such sales fee is provided for in the Company's PPM and determined by the Board of Directors. The sales fee, if any, will be in full or in part payable to the distributors or to the Company. Further, the Board of Directors may decide in its sole discretion to admit partly paid-in Shares, whereat at least 5% of the Share Value shall be required to be paid in.

2 The price as determined pursuant to paragraph 1 will be due and payable within a period as determined by the Board of Directors and in consideration of possible special provisions in the PPM.

Art. 26. Business Year. The Company's business year will start on 1st of January of each year and will end on 31st of December of the same year. The first business year will be beginning with the incorporation of the Company and ending on 31 December 2014.

Art. 27. Annual accounts. As per the end of each business year of the Company, an audited annual report of the Company will be prepared in Euro. For each Sub Fund, an annual report shall be prepared in Euro or in another currency; respective details of which are provided for in the PPM.

Art. 28. Distributions and Interim Distributions.

1 Separate meetings of the Shareholders of a Sub Fund or a Share Class may, upon proposal of the Board of Directors and pursuant to the statutory provisions applicable to each Sub Fund or Share Class, decide on the allocation of the profits of such Sub Fund or Share Class (taking into account any interim distributions made pursuant to paragraph 2).

2 Interim dividends may, upon resolution of the Board of Directors and as described in the PPM, at any time be determined and disbursed.

3 Dividend payments (including interim dividends) will in principle be paid in the currency of the respective Sub Fund/ Share Class at such date and place as determined by the Board of Directors. In extraordinary circumstances, the Board of Directors may determine that distributions be made in another currency, or may allow that distributions be made in kind to the extent permitted in the PPM. The Board of Directors may also determine the exchange rate applicable to the conversion of the distribution amounts into the currency of their payment.

4 If and to the extent set forth in the PPM, distributions made to Shareholders may be subject to a clawback obligation, allowing the Board of Directors to call back the respectively distributed assets.

5 Any distributions to Shareholders that were declared by the Company but for any reasons cannot be paid, may not be claimed after five (5) years and will then be attributed to the respective Sub Fund or to the Company. No interest will be paid on distributions declared by the Company.

6 Distributions may not be made if pursuant to such distribution the Company's minimum capital would fall below the statutory minimum capital.

Art. 29. Dissolution of the Company.

1 The Shareholders' meeting, within the same conditions of quorum and majority as set under Article 30, may resolve to liquidate the Company. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators (individuals or legal entities) appointed by the Shareholders' meeting. The net proceeds of the liquidation relating to each Sub Fund or Share Class will be attributed by the liquidators to the Shareholders of each Sub Fund or Share Class pro rata to their shareholding in the relevant Sub Fund or Share Class.

2 The Company may be liquidated with the Shareholders' consent pursuant to Articles 67-1 and 142 of the Act of 1915. The authorised liquidator will be entitled to contribute all of the Company's assets and liabilities to a Luxembourg UCI featuring the same characteristics as the Company. The contribution will be effected in consideration of the issuance of Shares in the absorbing entity. The new Shares will be attributed to the Shareholders according to their participation in the Company.

3 Liquidation proceeds due to the Shareholders but not claimed by the beneficiaries by the termination of the liquidation of a Sub Fund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Act of 2007.

Art. 30. Amendments to the Articles of Association.

1 For validly amending the Articles of Association, Shareholders representing at least 50% of the Shares in issue shall be present or represented at the relevant Shareholders' meeting. In case that quorum is not reached, a second Shareholders' meeting may be convened with no quorum requirements. Resolutions on amendments to the Articles of Association will be made with a majority of two thirds of the votes cast by the Shareholders present or represented. Votes not cast, abstentions, void votes or votes where it is unclear if the Shareholder votes in favour of or against the proposed resolution will not be considered for the determination of the two thirds majority.

2 Any amendment affecting the rights of the Shareholders of one Sub Fund or Share Class compared to those of another Sub Fund or Share Class will need the consent of the same majority of the Shareholders of the respective Sub Fund or Share Class concerned as would be required for amendments to the Articles of Association by the Articles of Association.

Art. 31. Concretisation of Statutory Provisions by the PPM. Individual provisions of the Articles of Association may be supplemented or substantiated by the PPM.

Art. 32. Final Provisions. All issues not covered by the Articles of Association will be regulated pursuant to the Act of 1915 and the Act of 2007, as amended from time to time.

Subscription - Payment

The Articles of Association of the Company having thus been drawn up,

- Deutsche Asset Management Group Limited, as described above, subscribed for one (1) incorporation share;
- This share has been fully paid up in cash so that the amount of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company.

Proof of such payment has been given to the undersigned notary.

Transitory measure

Exceptionally the first financial year shall begin on the day of incorporation of the Company and end on the last day of December 2013.

The first general annual meeting of Shareholders shall be held on 30 June 2014.

Resolutions of the sole shareholder

First resolution

The general meeting of Shareholders resolved to establish the registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The general meeting of Shareholders resolved to set at five (5) the number of directors and further resolved to appoint the following directors until the annual general meeting of Shareholders to be held for the financial year ending in 2013:

- i. Hanna Esmee Duer, independent director, born on 7 May 1966 in Gentofte, Denmark, with professional address at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg;
- ii. Andrew Reid, banker, born on 16 May 1972 in Glasgow, Scotland, with professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg;
- iii. Rolf Caspers, banker, born on 12 March 1968 in Trier, Germany, with professional address at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg;
- iv. Tony Whiteman, independent director, born on 24 May 1969 in Hamilton, New Zealand, with professional address at 14, rue Jean Mercatoris, L-7237 Helmsange, Luxembourg and
- v. Stephen Shaw, managing director, born on 25 April 1957 in Sydney, Australia, with professional address at One Appold Street, London, United Kingdom.

Third resolution

The general meeting of Shareholders resolved to appoint PricewaterhouseCoopers, société cooperative, with registered office in 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, R.C.S. B 65.477, as independent external auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company until the annual meeting of Shareholders to be held for the financial year ending in 2013.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand five hundred Euro (EUR 2,500.-).

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary this original deed.

Signé: C. Prospert, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 19 décembre 2013. REM/2013/2239. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 6 janvier 2014.

Référence de publication: 2014004089/632.

(140003580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

BeoCare Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 183.175.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the sixteenth day of December.

Before Us, Maître Paul Bettingen, civil law notary residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

HAIPO LIMITED, existing under the form of a limited company incorporated in Hong Kong under the Companies Ordinance (Chapter 32) having its registered office at Room 2004, 20/F, Centre Point, 181-185 Gloucester Road, Wan-chai, Hong Kong, certificate of incorporation number 892720,

here represented by Hugo Vautier, with professional address at 4 rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 12th December 2013.

Which proxy shall be signed „ne varietur" by the mandatory of the appearing party and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a public limited company (société anonyme) which it declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Art. 1. Corporate form and name. These are the articles of association (the "Articles") of a public limited liability company ("société anonyme") whose name is BeoCare Finance (hereafter the "Company").

The Company is incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by these Articles.

Art. 2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Company may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not.

2.3 The Company may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

2.4 The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

2.5 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.6 The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Petange.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of an extraordinary resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

4.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the sole director or in case of plurality of directors, by a decision of the board of directors.

4.4 In the event that the board of directors or the sole director (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of directors or the sole director (as the case may be) of the Company.

4.5 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Capital - Shares - Share certificates.

5.1 Share Capital - share premium - reserves

The issued share capital of the Company is set at USD 880,000 (eight hundred and eighty thousand US Dollars) divided into 880,000 (eight hundred and eighty thousand) shares each with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) per share.

Any premium paid on any share is allocated to a distributable reserve in accordance with the terms of this Article. The share premium shall remain reserved and attached to the shares in relation to which it was paid and will be reserved to the relevant holders of shares in case of distributions, repayment or otherwise. Decisions as to the use of the share premium reserve(s) are to be taken by the shareholder(s) or the director(s) as the case may be, subject to the Law and these Articles.

The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more reserves. Decisions as to the use of any such reserves are to be taken by the shareholder(s) or the director(s) as the case may be, subject to the Law and these Articles. The reserves may, but do not need to, be allocated to the contributor.

5.2 Shares

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except where otherwise provided for by these Articles or by the Law.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the shareholder, except those shares for which the law prescribes registered form.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Co-owners, usufructuaries and bare-owners, creditors and debtors of pledged shares have to appoint a sole person as their representative towards the Company. If there are several owners of shares or a smaller denomination of one share, the Company shall be entitled to suspend the exercise of the rights attaching thereto until one person is designated as being the owner, vis-à-vis the Company, of the share or smaller denomination.

5.3 Changes to Share Capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with Article 10 of these Articles and the Law.

5.4 Share Register - Certificates

The Company shall maintain a share register in accordance with the provisions of article 39 of the Law.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders as the full owner of such shares.

Certificates evidencing registration in the share register may be delivered to the shareholders upon request.

5.5 Transfer of Shares - Repurchase of Shares

The shares are transferable in accordance with the provisions of the Law and these Articles.

The Company may repurchase its shares in accordance with the provisions of the Law. For the avoidance of doubt, the repurchased shares will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majority, for as long as the aforementioned shares are held by the Company.

Art. 6. Management.

6.1 The Company may be managed by a sole director for as long as there is one shareholder. If the Company has more than one shareholder (or a shareholders' meeting has acknowledged the existence of more than one shareholder), the Company shall be managed by a board of directors composed of at least three (3) members who need not to be shareholders of the Company.

6.2 The directors shall be appointed by shareholders' decision for a period of maximum six (6) years renewable and shall hold office until their successors are elected.

6.3 A director may be removed ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

6.4 In the event of one or more vacancies on the board of directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may appoint one or more successors to fill such vacancies until the next shareholders' meeting. In such case, and for the avoidance of doubt, the board of directors may meet and take decisions and exercise all of its powers without limitation in the same manner as if the board of directors was composed only of directors appointed by the shareholders' meeting.

6.5 The director(s) may be compensated for his/her/their services as director and reimbursed for their reasonable expenses upon resolution of the shareholders.

6.6 If a legal entity is appointed as director, it shall appoint a permanent representative who will be in charge of this mission in the name of and on behalf of the legal entity. This permanent representative shall be subject to the same conditions and shall incur the same civil liability (responsabilité civile) as if he/she was carrying out this mission in his/her own name and on his/her own behalf, without prejudice to the joint and several liability (responsabilité solidaire) of the legal entity whom he/she represents. The legal entity may only remove the permanent representative from his/her position if it simultaneously appoints a replacement permanent representative.

6.7 Any director assumes, by reason of his/her position, no personal liability in relation to any commitment validly undertaken by him/her in the name of the Company.

Art. 7. Meetings of the board of directors.

7.1 The board of directors shall appoint a chairman amongst its members. The board of directors may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the board of directors and of the shareholders and who shall be subject to the same confidentiality provisions as those applicable to the directors.

7.2 The chairman shall preside at all meetings of the board of directors. In his absence the board of directors may appoint another chairman pro tempore by a majority of the votes cast by those present at any such meeting.

7.3 The board of directors shall meet upon call by the chairman or any director at the place indicated in the convening notice. The convening notice, containing the agenda and the place of the meeting, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier), telegram, telex, telefax or e-mail at least 8 (eight) days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice of at least twenty-four (24) hours prior to the hour set for such meeting shall be sufficient. Any notice may be waived by the consent of each director expressed during the meeting or in writing or telegram, telex, telefax or e-mail. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors. All reasonable efforts will be made so that, sufficiently in advance of any meeting of the board of directors, each director is provided with a copy of the documents and/or materials to be discussed or passed upon by the board of directors at such meeting.

7.4 A director may appoint any other director (but not any other person) to act as his/her representative at a board of directors' meeting and to attend, deliberate, vote and perform all his/her functions on his/her behalf at that board of directors' meeting. A director can act as representative for more than one other director at a board of directors' meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two (2) directors are physically present at a board of directors' meeting held in person or participate in person in a board of directors' meeting held in accordance with the provisions of Article 7.5.

7.5 The use of video conferencing equipment and conference call shall be allowed and the directors using this technology shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone. After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax or telegram or telex or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

7.6 The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at the meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of the votes cast of the directors present or represented at such meeting.

The resolutions of the board of directors shall be recorded in minutes to be signed by the chairman (or in his/her absence by the chairman pro tempore who presided at such meeting) or any member of the board of directors of the Company.

7.7 Written resolutions signed by all the members of the board of directors shall have the same effect as resolutions taken during a board of directors' meeting.

7.8 In the event that any director of the Company may have any personal interest opposed to the Company's in any transaction submitted for approval by the board of directors, such director shall inform the board of directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transaction, and such opposing interest shall be reported by the board of directors to the following meeting of shareholders before any vote on any resolution. The above does not apply if the relevant transaction is entered into under fair market conditions and falls within the ordinary course of business of the Company.

7.9 Copies or extracts of the minutes and resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman (or in his/her absence by the chairman pro tempore who presided at such meeting) or any member of the board of directors of the Company.

Art. 8. Powers of the board of directors. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the meeting of shareholders fall within the competence of the sole director, or in case of plurality of directors, of the board of directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests.

The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs to one or more persons who do not need to be directors.

The sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors may sub-delegate his/her/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors will determine the agent(s) responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

The sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors may also confer all powers and special mandates to any person who need not to be a director, appoint and dismiss all officers and employees and determine their emoluments.

Art. 9. Representation and signatory power. The Company shall be bound by the signature of its sole director, and, in case of plurality of directors, by the joint signature of any two members of the board of directors or by the single signature of any person to whom such signatory power shall have been delegated by the sole director, or in case of plurality of directors by the board of directors.

If one or more persons have been entrusted with the daily management and affairs of the Company, the Company will be bound, within the limits of the daily management, by the sole signature of such person(s).

Art. 10. Shareholders' meetings.

10.1 For as long as all the shares are held by only one shareholder, the single shareholder assumes all powers conferred to the shareholders' meeting and takes decisions in writing.

10.2 In case of plurality of shareholders, any regularly constituted shareholders' meeting of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company.

10.3 Any shareholders' meeting shall be convened in accordance with the provisions of the Law. It must be convened following the request of shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital so that it is held within the month of such request. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any shareholders' meeting. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the shareholders' meeting.

10.4 If all of the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting, and if they state that they have waived the convening formalities, the shareholders' meeting may be held without prior notice.

10.5 Each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he/she/it owns. Each share is entitled to one vote except where otherwise provided for by these Articles or by the Law.

10.6 Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the shareholders' meeting, the agenda of the shareholders' meeting, as well as for each item on the agenda the possibility to vote in favour, against, or abstain from voting. Voting forms, which do not contain a vote nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received 1 (one) day prior to the shareholders' meeting they relate to. Voting forms received after that date will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majorities.

10.7 The shareholders are entitled to participate at shareholders' meetings by videoconference or other telecommunication means allowing their identification, and are deemed to be present, for the determination of the quorum and majority. These means must comply with technical features allowing an effective participation at the shareholders' meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

10.8 Each shareholder may be represented at any shareholder's meeting by appointing in writing (or by fax or email or any similar means) a proxy or attorney who needs not to be a shareholder.

10.9 The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any shareholders' meeting.

10.10 The shareholders' meeting is invested with the broadest power to adopt and to ratify all acts related to the Company's interests. In particular, the shareholders' meeting will be competent in all the areas in which the board of directors, on its sole discretion, wishes for a formal approval of the shareholders' meeting.

10.11 Except as otherwise required by law, resolutions at shareholders' meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Shareholders' meeting convened to amend any provision of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second shareholders' meeting may be convened, in the manner prescribed by the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous shareholders' meeting.

The second shareholders' meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both shareholders' meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by two-third of the votes cast.

Where there is more than one class of shares and the resolutions of the shareholder's meeting are such as to change respective rights thereof, the resolutions must, in order to be valid, fulfill the conditions as to quorum and majority referred to here above with respect to each class.

The nationality of the Company may be changed and the commitments of the shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders.

Art. 11. Annual shareholders' meeting.

11.1 The annual shareholders' meeting shall be held in the registered office, or at such other place within the municipality of the registered office as may be specified in the notice of meeting on the, on the 6th April at 2: 30 p.m. and the first time in 2015.

11.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual shareholders' meeting shall be held on the following bank business day. The annual shareholders' meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole director, or in case of plurality of directors, the board of directors, exceptional circumstances so require.

Art. 12. Audit. The operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with the Law who need not to be shareholders. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Irrespective of the above, the Company shall be supervised by one or more certified auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) where there is a legal requirement to that effect or where the Company is authorized by law to opt for and chooses to opt for the appointment of a certified auditor instead of a statutory auditor.

Art. 13. Financial year - Distributions.

13.1 Financial Year

The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year, provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on 31st December 2014.

13.2 Legal Reserve

An amount equal to five per cent (5%) of the annual net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

13.3 Distributions

13.3.1 Except where otherwise provided for in these Articles, each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

13.3.2 The shareholders' meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare from time to time ordinary dividends without ever exceeding the amounts proposed by the sole director or, in case of plurality of directors, by the board of directors.

13.3.3 Interim dividends may be distributed by the sole director or, in case of plurality of directors, by the board of directors, subject to the conditions laid down by the Law.

Art. 14. Dissolution and liquidation.

14.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

14.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the shareholders' meeting in accordance with the conditions required for amendments to the Articles.

14.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 15. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which there are no specific provisions in these Articles.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the founding shareholder represented as stated above declares to subscribe the entire share capital as follows:

| Subscriber | Number of shares | Subscribed amount | % of share capital |
|-----------------------------------|------------------|-------------------|--------------------|
| HAIPO LIMITED, prenamed | 880,000 | 880,000 USD | 100% |
| TOTAL | 880,000 | 880,000 USD | 100% |

All the shares have been fully paid-up by payment in cash, so that the amount of 880,000 USD (eight hundred and eighty thousand US Dollars) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary so that as of now said amount is at the free disposal of the Company.

Resolutions of the sole shareholder

The founding shareholder takes the following resolutions:

1. The three following are appointed as director for a period ending upon the holding of the annual meeting of shareholders to be held in 2019:

Peter Vanderbruggen, company director, born on 12th August 1970 in Eeklo (Belgium), with professional address at 37 Thurloe Court, Fulham Road, GB-SW36SB London;

Florian Berthier, employee, born on 6th April 1982 in Paris (France), with professional address at 4 rue Adolphe, L-1116 Luxembourg; and

Hugo Vautier, employee, born on 23rd November 1982 in Echirrolles (France), with professional address at 4 rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

2. The following is appointed as statutory auditor for a period ending upon the holding of the annual meeting of shareholders to be held in 2019: LEEWARD VENTURES PARTNERS, société à responsabilité limitée, RCS Luxembourg B number B 140.373 and having its registered office at 4 rue Adolphe - L-1116 Luxembourg.

3. The registered office of the Company shall be established at 165A route de Longwy - L-4751 Pétange.

4. The first chairman of the board of directors shall be Peter Vanderbruggen.

Costs

For the sake of the present deed, the share capital is estimated at EUR 647.984,52 (exchange rate (median price for the period running from 13th November 2013 to 13th December 2013) USD 1.- = EUR 0,7363).

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately two thousand Euros (EUR 2,000).

Powers

The appearing person, acting in the above stated capacity does hereby grant power to any clerk and / or employee of the firm of the undersigned notary, acting individually, in order to document and sign any deed of amendment (typing error(s)) to the present deed.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the French version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le seizième jour du mois de décembre.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg,

A COMPARU:

HAIPO LIMITED, existant sous la forme d'une Limited Company constituée à Hong Kong sous le Companies Ordinance (Chapitre 32) avec siège social au Room 2004, 20/F, Centre Point, 181-185 Gloucester Road, Wanchai, Hong Kong, certificat d'incorporation numéro 892720,

ci-après représentée par Hugo Vautier demeurant professionnellement au 4 rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 12 décembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée „ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme et dénomination sociale. Ceux-ci sont les statuts (les «Statuts») d'une société anonyme qui porte la dénomination de BeoCare Finance (ci après la «Société»).

La Société est constituée sous et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi») ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est (i) la prise de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des partenariats (partnerships) ou d'autres entités, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et (iii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à l'acquisition, la souscription ou la gestion des instruments précités et au financement y relatif.

2.2 La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non.

2.3 La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses filiales, sociétés affiliées, à toute autre société du groupe ainsi qu'à toutes autres entités ou personnes, étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. Elle pourra également fournir des garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société du groupe, ainsi qu'à toute autre entité ou personne pourvu que la Société ne conclut pas une transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. La Société pourra également hypothéquer, gager, transférer, grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

2.4 La Société peut généralement employer toute technique et utiliser tout instrument relatif à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris la conclusion de toute transaction à terme ainsi que des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

2.5 De manière générale, elle peut accorder son assistance à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle ou de surveillance et mener toute opération qu'elle jugerait utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

2.6 La Société pourra en outre réaliser toute opération commerciale ou financière, ainsi que toute transaction concernant des biens mobiliers ou immobiliers, qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la commune de Pétange.

4.2 Il peut être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

4.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision de l'administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs, par décision du conseil d'administration.

4.4 Dans l'éventualité où le conseil d'administration ou l'administrateur unique (selon le cas) déterminerait que des événements extraordinaires politiques, économiques ou des développements sociaux ont eu lieu ou sont imminents qui interféreraient avec les activités normales de la Société en son siège social ou avec la fluidité de communication entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social peut être temporairement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de telles circonstances extraordinaires; de telles mesures temporaires n'auront pas d'effet sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées à toute partie intéressée par le conseil d'administration ou par l'administrateur unique (selon le cas) de la Société.

4.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital - Actions - Certificats d'actions.

5.1 Capital social - prime d'émission - réserves

Le capital social émis de la Société est fixé à USD 880.000 (huit cent quatre-vingt mille US Dollars) divisé en 880.000 (huit cent quatre-vingt mille) actions ayant une valeur nominale de USD 1 (un US Dollar) chacune.

Toute prime d'émission payée sur toute action est allouée à une réserve distribuable conformément aux dispositions de cet Article. La prime d'émission devra rester réservée et attachée aux actions en rapport avec lesquelles elle a été payée et sera réservée aux détenteurs d'actions en question en cas de distribution, remboursement ou autres. Les décisions quant à l'utilisation de la réserve de prime d'émission seront prises par le(s) actionnaire(s) ou par le(s) administrateur(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts.

La Société peut accepter des apports sans émettre d'actions ou d'autres titres en contrepartie et peut allouer de tels apports à une ou plusieurs réserves. Les décisions quant à l'utilisation de telles réserves seront prises par le(s) actionnaire(s) ou par le(s) administrateur(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts. Les réserves peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, être allouées à l'apporteur.

5.2 Actions

Les droits et obligations attachés aux actions seront identiques sauf disposition contraire des présents Statuts ou de la Loi.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

Envers la Société, les actions de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par action. Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, créanciers et débiteurs d'actions gagées doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. S'il y a plusieurs détenteurs d'actions ou de fractions d'action, la Société sera autorisée à suspendre l'exercice des droits y relatifs jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant le détenteur, vis-à-vis de la Société, de l'action ou fraction.

5.3 Modifications du Capital Social

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'actionnaire unique ou par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, conformément à l'Article 10 des présents Statuts et de la Loi.

5.4 Registre des Actions - Certificats

La Société maintiendra un registre des actions en conformité avec les dispositions de l'article 39 de la Loi.

La Société devra considérer la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites au registre comme le détenteur de ces actions.

Des certificats établissant l'inscription au registre pourront être délivrés aux actionnaires sur demande.

5.5 Transfert d'Actions - Rachat d'Actions

Les actions sont transférables en conformité avec les dispositions de la Loi et des présents Statuts.

La Société peut racheter ses propres actions en conformité avec les dispositions de la Loi. Pour éviter toute ambiguïté, les actions rachetées ne seront pas prises en compte pour la détermination du quorum et de la majorité aussi longtemps qu'elles restent détenues par la Société.

Art. 6. Administration.

6.1 La Société peut être gérée par un administrateur unique aussi longtemps qu'elle n'a qu'un actionnaire. Si la Société a plusieurs actionnaires, (ou si une assemblée générale des actionnaires a constaté l'existence de plus d'un actionnaire) la Société sera gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) membres qui ne sont pas nécessairement actionnaires de la Société.

6.2 Les administrateurs sont nommés par décision des actionnaires pour une période de six (6) ans maximum renouvelable et resteront en fonction jusqu'à leur remplacement.

6.3 Un administrateur pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment par décision adoptée par les actionnaires.

6.4 En cas de vacance(s) au conseil d'administration pour cause de décès, retraite ou autre, les administrateurs restants peuvent nommer un ou plusieurs successeurs pour pallier à ces vacances, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires. Dans un tel cas, et pour éviter tout doute, le conseil d'administration peut se réunir et prendre des décisions et exercer tous ses pouvoirs sans limitation de la même manière que si le conseil d'administration était composé uniquement d'administrateurs nommés par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

6.5 Le(s) administrateur(s) peu(ven)t être rémunéré(s) pour ses/leurs service(s) en tant qu'administrateur(s) et remboursés de leurs dépenses raisonnables sur décision des actionnaires.

6.6 Si une personne morale est nommée administrateur, elle devra désigner un représentant permanent qui sera en charge de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant permanent sera soumis aux mêmes conditions et encourra la même responsabilité civile que s'il/elle menait cette mission en son nom propre et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire avec la personne morale qu'il/elle représente. La personne morale ne pourra remplacer le représentant permanent que si elle nomme simultanément un représentant permanent en remplacement.

6.7 Aucun administrateur ne contracte en raison de sa fonction, aucune responsabilité personnelle relativement aux engagements valablement entrepris par lui au nom de la Société.

Art. 7. Réunions du conseil d'administration.

7.1 Le conseil d'administration devra choisir parmi ses membres un président. Le conseil d'administration pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra aussi choisir un secrétaire, administrateur ou non, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales et qui sera soumis aux mêmes règles de confidentialité applicables aux administrateurs.

7.2 Le président présidera toutes les réunions du conseil d'administration. En son absence, le conseil d'administration peut nommer un président pro tempore à la majorité des voix émises par les administrateurs présents ou représentés lors de cette réunion.

7.3 Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou de tout administrateur à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation. L'avis de convocation, contenant l'ordre du jour et le lieu de la réunion, doit être envoyé par lettre (par courrier express ou courrier spécial), télégramme, télex, télécopie ou e-mail au moins 8 (huit) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans l'avis

de convocation et dans ce cas, un préavis d'au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion sera suffisant. Il peut être renoncé à cette convocation par le consentement de chaque administrateur exprimé lors de la réunion ou par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions tenues aux heures et lieux prévus dans un calendrier préalablement adopté par décision du conseil d'administration. Tous les efforts raisonnables seront effectués de sorte que, préalablement à toute réunion du conseil d'administration, une copie des documents et / ou supports à discuter ou examiner par le conseil lors de cette réunion soit fournie à chaque administrateur.

7.4 Un administrateur peut nommer un autre administrateur (mais aucune autre personne) pour agir comme son représentant à une réunion du conseil pour assister, délibérer, voter et exercer toutes ses fonctions en son nom à cette réunion du conseil d'administration. Un administrateur peut agir en tant que représentant pour plus d'un autre administrateur à une réunion du conseil à condition (sans préjudice des exigences de quorum), qu'au moins deux (2) administrateurs soient physiquement présents à une réunion du conseil tenue physiquement ou participent en personne à une réunion du conseil tenue conformément aux dispositions de l'article 7.5.

7.5 L'utilisation d'équipement de visioconférence ou conférence téléphonique est permise et les administrateurs utilisant ces technologies seront considérés présents et seront autorisés à voter par vidéo ou téléphone. Après délibérations, les votes peuvent également être émis par écrit ou fax ou télégramme, télex ou téléphone, pourvu que dans ce dernier cas, le vote soit confirmé par écrit.

7.6 Le conseil d'administration ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les résolutions sont adoptées à la majorité des voix exprimées des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Les décisions du conseil d'administration seront documentées dans des procès-verbaux, à signer par le président (ou, en son absence, par le président pro tempore qui présidait à cette réunion) ou par tout membre du conseil d'administration de la Société.

7.7 Des résolutions écrites signées par tous les membres du conseil d'administration produiront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil d'administration.

7.8 Dans le cas où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la Société dans une opération soumise à l'approbation du conseil d'administration, cet administrateur devra en informer le conseil d'administration et ne pas prendre part aux délibérations ni aux votes sur cette opération, et ce conflit d'intérêt devra être rapporté par le conseil d'administration lors de la prochaine réunion de l'assemblée générale des actionnaires, avant tout vote sur d'autres résolutions. Ce qui précède ne s'applique pas aux opérations conclues dans des conditions normales de marché, ni aux opérations courantes réalisées dans le cours normal de l'activité de la Société.

7.9 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux et résolutions qui pourraient être produits en justice ou autres seront signés par le président (ou, en son absence, par le président pro tempore qui présidait à cette réunion), tout membre du conseil d'administration de la Société.

Art. 8. Pouvoirs du conseil d'administration. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des actionnaires relèvent de la compétence de l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, du conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

Le conseil d'administration pourra déléguer, ses pouvoirs de gestion journalière et les affaires courantes de la Société ainsi que la représentation de la Société dans cette gestion et ces affaires, à une ou plusieurs personnes qui ne sont pas nécessairement administrateurs.

L'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration pourra sous-déléguer sa compétence pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. L'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration déterminera les responsabilités et la rémunération éventuelle du mandataire, la durée de la période de représentation ainsi que toutes autres conditions pertinentes de ce mandat.

L'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, le conseil d'administration pourra aussi conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute(s) personne(s) administrateurs ou non, nommer et révoquer des mandataires et employés et déterminer leurs émoluments.

Art. 9. Représentation et pouvoir de signature. La Société est engagée par la signature de son administrateur unique et, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux membres du conseil d'administration ou par la signature unique de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature a été délégué par l'administrateur unique ou en cas de pluralité d'administrateurs par le conseil d'administration.

Si une ou plusieurs personnes a/ont été déléguée(s) la gestion journalière et les affaires courantes de la Société, la Société sera engagée dans les limites de la gestion journalière par la signature unique de cette ou ces personnes.

Art. 10. Assemblées des actionnaires.

10.1 Aussi longtemps que les actions sont détenues par un seul actionnaire, cet actionnaire exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend toutes ses décisions par écrit.

10.2 En cas de pluralité d'actionnaires, chaque assemblée des actionnaires de la Société, valablement constituée, représentera l'ensemble des actionnaires de la Société.

10.3 Toute assemblée générale devra être convoquée selon les règles prévues par la Loi. L'assemblée est convoquée par requête des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société et ce dans le mois suivant l'introduction de la requête. Les actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société peuvent requérir l'adjonction d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale. Une telle requête doit être adressée au siège social de la Société par voie de courrier recommandé au moins cinq (5) jours avant la date de l'assemblée générale.

10.4 Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des actionnaires, et s'ils déclarent avoir renoncé aux formalités s'attachant à la convocation, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation préalable.

10.5 Chaque actionnaire peut participer aux décisions collectives indépendamment du nombre d'actions qu'il détient. Chaque action donne droit à une voix sauf dispositions contraires prévues par les présents Statuts ou par la Loi.

10.6 Chaque actionnaire peut voter par correspondance au moyen de formulaires de vote envoyés par voie postale ou télécopie au siège social de la Société ou à l'adresse spécifiée dans l'avis de convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que des formulaires de vote fournis par la Société, lesquels indiquent au moins le lieu, la date et l'heure de la tenue de l'assemblée générale, l'ordre du jour ainsi que pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, la possibilité de voter en faveur, contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote dans lesquels ne seraient mentionnés ni le sens du vote ni l'abstention seront considérés comme nuls. La Société ne tiendra compte que des formulaires de vote reçus 1 (un) jour précédant l'assemblée générale y relative. Les formulaires de vote reçus postérieurement à cette date ne seront pas pris en considération pour la détermination du quorum et majorité.

10.7 Les actionnaires peuvent participer à l'assemblée générale par visioconférence ou par d'autres moyens de télécommunication permettant leur identification, et sont réputés présents pour la détermination du quorum et de la majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée générale dont les délibérations sont retransmises de manière continue.

10.8 Chaque actionnaire peut agir à toute assemblée des actionnaires en désignant par écrit (ou par fax ou email ou d'autres moyens similaires) une autre personne, actionnaire ou non, comme mandataire.

10.9 Le conseil d'administration peut déterminer toutes les autres conditions qui devront être remplies par les actionnaires pour pouvoir participer à toute assemblée générale.

10.10 L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour adopter ou ratifier les actes qui intéressent la Société. En particulier, l'assemblée générale des actionnaires sera compétente dans tous les domaines dans lesquels le conseil d'administration, à sa seule discrétion, souhaite une approbation formelle de l'assemblée générale des actionnaires.

10.11 Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires dûment convoquée seront prises à la majorité simple de voix exprimées.

L'assemblée générale convoquée pour modifier toute disposition des Statuts ne peut délibérer valablement que si la moitié du capital est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications aux Statuts proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée générale peut être convoquée suivant les règles prévues par la Loi. Cet avis de convocation devra reproduire l'ordre du jour et indiquer la date et les résultats recueillis lors de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée générale pourra délibérer valablement indépendamment de la proportion du capital représentée. Tant à la première qu'à la seconde assemblée générale, les résolutions, en vue de leur adoption, devront être prises par deux-tiers des voix exprimées.

Lorsqu'il y a plus d'une catégorie d'actions et que les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont de nature à modifier leurs droits respectifs, les décisions doivent, pour être adoptées, remplir les conditions de quorum et de majorité ci-avant décrites pour chacune des catégories.

La nationalité de la Société ne peut être modifiée et les engagements des actionnaires augmentés que par l'accord unanime de tous les actionnaires.

Art. 11. Assemblée générale annuelle.

11.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue au siège social, ou à tout autre endroit de la commune du siège social stipulé dans la convocation le 6 avril à 14 heures 30 et la première fois en 2015.

11.2 Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle des actionnaires sera tenue le jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle des actionnaires pourra être tenue à l'étranger, si de l'opinion absolue et finale de l'administrateur unique et en cas de pluralité d'administrateurs du conseil d'administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 12. Audit. En conformité avec la Loi, les opérations de la Société seront contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil des commissaires aux comptes.

Indépendamment de ce qui précède, la Société sera contrôlée par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) dans les cas prévus par la loi ou lorsque la loi permet à la Société d'opter pour, et que cette dernière choisit d'opter pour la nomination d'un réviseur d'entreprise agréé en lieu et place d'un commissaire aux comptes.

Art. 13. Exercice social - Distributions.

13.1 Exercice social

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu que, à titre transitoire, le premier exercice social de la Société commence à la date de sa constitution et se termine le 31 décembre 2014.

13.2 Réserve légale

Un montant égal à cinq pour cent (5%) du bénéfice annuel net de la Société devra être alloué à une réserve statutaire jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

13.3 Distributions

13.3.1 Sauf dispositions contraires des présents Statuts, chaque action donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre d'actions émises.

13.3.2 L'assemblée générale des actionnaires détermine la manière dont le solde des bénéfices nets annuels sera alloué et pourra déclarer de temps à autre des dividendes ordinaires sans jamais excéder les montants proposés par l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par le conseil d'administration.

13.3.3 Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués par l'administrateur unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par le conseil d'administration, sous réserves des dispositions prévues par la Loi.

Art. 14. Dissolution et liquidation.

14.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension de droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'actionnaire unique ou de l'un des actionnaires.

14.2 Sauf dans le cas d'une dissolution sur décision judiciaire, la dissolution de la Société ne pourra être décidée qu'en vertu d'une décision des actionnaires prise dans les formes requises pour les modifications des Statuts.

14.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaires qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 15. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Souscription et paiement

Les Statuts ayant ainsi été établis, l'actionnaire fondateur, comparant comme mentionné ci-dessus, lequel déclare souscrire l'entièreté du capital social comme suit:

| Souscripteur | Nombre d'actions | Montant souscrit | % des actions du capital |
|------------------------------------|------------------|------------------|--------------------------|
| HAIPO LIMITED, prénommée | 880.000 | 880.000 USD | 100% |
| TOTAL | 880.000 | 880.000 USD | 100% |

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire, de sorte que le montant de USD 880.000 (huit cent quatre-vingt mille US Dollars) est à présent à la disposition de la Société, preuve ayant été donnée au notaire instrumentant de sorte que ladite somme est dès à présent à la libre disposition de la Société.

Résolutions de l'actionnaire unique

L'actionnaire fondateur, représenté comme mentionné ci-dessus prend les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité d'administrateurs pour une période prenant fin à l'issue de la tenue de l'assemblée générale annuelle qui aura lieu en 2019:

Peter Vanderbruggen, directeur d'entreprise, né le 12 août 1972 à Eeklo (Belgique), avec adresse professionnelle au 37 Thurloe Court, Fulham Road, GB-SW36SB London;

Florian Berthier, employé privé, né le 6 avril 1982 à Paris (France), avec adresse professionnelle au 4 rue Adolphe, L-1116 Luxembourg; et

Hugo Vautier, employé privé né le 23 novembre 1982 à Echirolles (France), avec adresse professionnelle au 4 rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

2. La personne suivante est nommée en qualité de commissaire aux comptes de la Société pour une période prenant fin à l'issue de la tenue de l'assemblée générale annuelle qui aura lieu en 2019: LEEWARD VENTURES PARTNERS, société à responsabilité limitée, RCS Luxembourg numéro B 140.373 et ayant son siège social au 4 rue Adolphe - L-1116 Luxembourg.

3. Le siège social de la Société est établi au 165A route de Longwy - L-4751 Pétange.

4. Est désigné premier président du conseil d'administration Peter Vanderbruggen.

Frais

Pour les besoins du présent acte, le capital social est évalué à EUR 647.984,52 (taux de change (moyenne sur la période courant du 13 novembre 2013 au 13 Décembre 2013): USD 1,- = EUR 0,7363).

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à la charge de la Société à raison des présentes sont évalués à environ deux mille Euros (EUR 2.000).

Pouvoirs

La personne comparante es qualité qu'elle agit donne par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

Déclaration

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais, déclare par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête dudit comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: Hugo Vautier, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 18 décembre 2013. LAC / 2013 / 58336. Reçu 75.-€.

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 6 janvier 2014.

Référence de publication: 2014004100/636.

(140003651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

OCM Tuna Debtco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 183.203.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of December,
Before us, Maître Jean Seckler, notary in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

OCM Tuna Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and having a share capital amounting to twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-) (the Sole Shareholder),

here represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, with professional address in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name OCM Tuna Debtco S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand

Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-) represented by twenty thousand (20,000) shares in registered form with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers of at least two members appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company or by two managers acting jointly.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so required or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers of the Company or, as the case may be, by the joint or single signature(s) of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1. The sole shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) a statement of accounts or an inventory or report is established by the manager or the board of managers of the Company;

(ii) this statement of accounts, inventory or report shows that sufficient funds are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the statutory reserve;

(iii) the decision to pay interim dividends is taken by the single shareholder or the general meeting of shareholders of the Company;

(iv) assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VI. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2014.

Subscription - Payment

Thereupon the Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declared to subscribe to twenty thousand (20,000.-) shares in registered form with a nominal value of one United States dollar (USD 1.-) each, and to fully pay them up by way of a contribution in cash amounting to twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-);

The amount of twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred Euro.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr Szymon DEC, company manager, born on July 3, 1978 in Lodz, Poland, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Ms Figen EREN, company manager, born on February 10, 1978 in Besançon (France) residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

- Mr Jabir CHAKIB, company manager, born on November 5, 1967 in Casablanca, Morocco, residing professionally at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr Hugo NEUMAN, company manager, born on October 21, 1960 in Amsterdam, The Netherlands, residing at 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Ms Katherine Margaret RALPH, company manager, born on April 19, 1978 à Colchester, United Kingdom, residing professionally at 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, United Kingdom;

- Mr Mahesh Balakrishnan, company manager, born on June 26, 1983 in New Delhi, India, residing professionally at 333 South Grand Avenue, 28th Floor, Los Angeles, CA 90071, United States of America; and

- Ms Jennifer Box, company manager, born on November 8, 1981 in Charlotte, United States of America, residing professionally at 333 South Grand Avenue, 28th Floor, Los Angeles, CA 90071, United States of America.

2. The registered office of the Company is set at 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuf décembre,

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

OCM Tuna Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés et ayant un capital social s'élevant à vingt mille dollars des Etats-Unis (USD 20.000.-) (l'Actionnaire Unique),

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, ayant son adresse professionnelle à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination OCM Tuna Debtco S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique, ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. La Société pourra aussi donner des garanties et nantir, transférer, grever, ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.3 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à vingt mille dollars des Etats-Unis (USD 20.000.-) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative avec une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (USD 1.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins deux membres qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Le(s) gérant(s) ne sont pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus de un gérant, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant, ou s'il y a plus de un gérant, par le conseil de gérance de la Société ou par deux gérants agissant conjointement.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants de la Société, ou, le cas échéant, par la/les signature(s) individuelle ou conjointe de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs - Droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment dans les conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par le gérant ou le conseil de gérance de la Société;
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société;
- (iv) le paiement est fait dès lors qu'il est établi que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VI. Disposition générale

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

Ces faits exposés, l'Actionnaire Unique, prénommée et représentée comme décrit ci-dessus, déclare souscrire vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative avec une valeur nominale d'un dollar des Etats-Unis (USD 1.-) chacune, et les libérer entièrement par versement en espèces de vingt mille dollars des Etats-Unis (USD 20.000,-);

La somme de vingt mille dollars des Etats-Unis (USD 20.000,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Coûts

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille cent euros.

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - M. Szymon DEC, gérant de sociétés, né le 3 juillet 1978 à Lodz, Pologne, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - Mme Figen EREN, gérant de sociétés, née le 10 février 1978 à Besançon, France, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- M. Jabir CHAKIB, gérant de sociétés, né le 5 novembre 1967 à Casablanca, Maroc, ayant son adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - M. Hugo NEUMAN, gérant de sociétés, né le 21 octobre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, demeurant au 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - Mme Katherine Margaret RALPH, gérant de sociétés, née le 19 avril 1978 à Colchester, United Kingdom, ayant son adresse professionnelle au 27 Knightsbridge, London SW1X 7LY, Royaume-Uni;
 - M. Mahesh Balakrishnan, gérant de sociétés, né le 26 juin 1983 à New Delhi, Inde, ayant son adresse professionnelle au 333 South Grand Avenue, 28th Floor, Los Angeles, CA 90071, Etats-Unis; et
 - Mme Jennifer Box, gérant de sociétés, née le 8 novembre 1981 à Charlotte, Etats-Unis, ayant son adresse professionnelle au 333 South Grand Avenue, 28th Floor, Los Angeles, CA 90071, Etats-Unis.
2. Le siège social de la Société est établi au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Fait et passé à Junglinser, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 24 décembre 2013. Relation GRE/2013/5337. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 6 janvier 2014.

Référence de publication: 2014004682/430.

(140003973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

Credit Suisse Specialised Capital (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 179.646.

In the year two thousand and thirteen, on the ninth day of December.

Before Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

There appeared Ms. Géraldine Nucera, private employee, residing in Luxembourg, acting in the name and on behalf of the board of directors of Credit Suisse Specialised Capital (Luxembourg) S.A. (the "Company"), a société anonyme existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 179.646;

pursuant to a power granted in the resolutions taken by the board of directors of the Company on 28 November 2013 (the "Resolutions");

A copy of the minutes of the Resolutions, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of registration;

The appearing person, representing the board of directors of the Company pursuant to the Resolutions, requested the notary to record the following statements:

1. The Company was incorporated on 12 August 2013 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2500 of 9 October 2013. The articles of incorporation of the Company (the "Articles", which term shall include any amendments made to the articles of incorporation of the Company) have been amended on 18 October 2013 by a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

2. Article 6 of the Articles provides that:

" 6. Authorized Capital.

6.1 The Company shall have an authorized share capital of an aggregate amount of ZAR 10,003,500,000 (in words: ten billion three million five hundred thousand South African Rand) represented either by Ordinary Shares, Preference Shares, A PESCs or PESCs as determined by the Board of Directors in accordance with Clause 6.2 (the "Authorized Share Capital").

6.2 Within the limits of the Authorized Share Capital, the Board of Directors is authorized and empowered to realize any increase of the share capital, in one or several installments, by issuing either Ordinary Shares, Preference Shares, A

PESCs or PESCs, voting or non-voting as determined by the Board of Directors only against payment in cash or in kind, by contribution of claims, by capitalization of reserves or in any other manner determined in any Shareholder Agreement.

6.3 The authorization granted in this Clause 6 to the Board of Directors to increase the share capital of the Company within the limits of the Authorized Share Capital will expire 5 (five) years after the publication of the articles of association of the Company in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and can be renewed by the extraordinary meeting of Shareholders in accordance with the applicable legal provisions.

6.4 The Board of Directors may limit or cancel the Shareholders' preferential rights to subscribe for the Shares and may issue the Shares to such persons and at such price with or without a share premium and paid up by contribution in kind or for cash or by incorporation of claims or capitalisation of reserves or in any other way as the Board of Directors may determine.

6.5 The Board of Directors is authorized to do all things necessary to amend Clause 5 of the present Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to this Clause 6. The Board of Directors is empowered to take or authorize the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the 1915 Law. Furthermore, the Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Ordinary Shares, Preference Shares, A PESCs or PESCs or to do all things necessary to amend Clause 5 of the Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to this Clause 6, including mentioning that the shares issued pursuant to such increase do not carry voting rights, where applicable."

3. In the Resolutions, the board of directors of the Company approved, inter alia, to:

(i) increase within the limits of the authorised share capital, the Company's nominal share capital of ZAR 500,002 (in words: five hundred thousand two South African Rand) to ZAR 500,602 (in words: five hundred thousand six hundred two South African Rand) by issuing 600 (in words: six hundred) new non-voting redeemable shares designated as B preferred equity stock certificates ("B PESCs") having a par value of ZAR 1 (in words: one South African Rand) each, together with a share premium of ZAR 999,999 (in words: nine hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine South African Rand) per B PESC to the subscriber as referred to in the Resolutions (the "Subscriber"), for a global contribution of ZAR 600,000,000 (in words: six hundred million South African Rand), and allocated the aggregate share premium of ZAR 599,999,400 (in words: five hundred ninety-nine million nine hundred ninety-nine thousand four hundred South African Rand) to the relevant share premium account; the B PESCs having been subscribed for and paid up in cash by the Subscriber as detailed in the Resolutions; and

(ii) appoint and empower, with full power of substitution, any lawyer working at Clifford Chance Luxembourg or Géraldine Nucera, with professional address at 3, rue Nicolas Welter, L-2740 Luxembourg, and/or any other clerk of Me Paul Decker, to appear as the representative of the board of directors of the Company before the undersigned notary to record the increase of share capital of the Company so effectuated in notarial form, to amend Article 5 of the Articles and to do any formalities and to take any actions which may be necessary and proper in connection therewith.

4. All the B PESCs having been subscribed and paid up in cash by the Subscriber, the total sum of ZAR 600,000,000 (in words: six hundred million South African Rand) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

5. As a consequence of the above increase of the Company's nominal share capital, Article 5.3 of the Articles is amended so as to read as follows:

" **5.3.** The share capital is fixed at ZAR 500,602 (in words: five hundred thousand six hundred two South African Rand), divided into 2 (in words: two) B Preference Shares, 500,000 (in words: five hundred thousand) Ordinary Shares and 600 (in words: six hundred) B PESCs, each of such B Preference Shares, Ordinary Shares and B PESCs having a par value of ZAR 1 (in words: one South African Rand)."

Costs

The expenses, costs remuneration and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,200.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing person, whose name, civil status and residence are known to the notary, the appearing person signed together with the notary the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Am neunten Dezember des Jahres Zweitausenddreizehn erschienen vor mir, Maître Paul Decker, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

Dame Géraldine Nucera, Privatbeamtin, wohnhaft in Luxemburg, handelnd im Namen des Verwaltungsrats (board of directors) der Credit Suisse Specialised Capital (Luxembourg) S.A. ("Gesellschaft"), eine Aktiengesellschaft nach dem

Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 179.646;

gemäß der Vollmacht in den von dem Verwaltungsrats der Gesellschaft am 28. November 2013 gefassten Beschlüssen ("Beschlüsse").

Eine Kopie der von der Erschienenen und dem unterzeichneten Notar mit dem Vermerk "ne varietur" unterzeichneten Beschlussprotokolls bleibt dieser Urkunde zum Zwecke der Eintragung beigelegt.

Die gemäß den Beschlüssen den Verwaltungsrat der Gesellschaft vertretende Erschienene ersuchte den Notar um die Beurkundung der folgenden Erklärungen:

1. Die Gesellschaft wurde am 12. August 2013 kraft einer von Maître Martine Schaeffer, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg, errichteten Urkunde gegründet, was am 9. Oktober 2013 im Luxemburger Amtsblatt Mémorial C unter der Rubrik "Verzeichnis der Gesellschaften und Vereine" Recueil des Sociétés et Associations" unter Nummer 2500 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft ("Satzung", wobei dieser Begriff sämtliche Änderungen der Satzung der Gesellschaft einschließt) ist am 18. Oktober 2013 auf der Grundlage einer von dem unterzeichneten Notar errichteten Urkunde geändert worden, wobei diese Änderung noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht ist.

2. Artikel 6 der Satzung hat den folgenden Wortlaut:

" 6. Genehmigtes Kapital.

6.1 Die Gesellschaft hat ein genehmigtes Kapital von insgesamt ZAR 10.003.500.000 (in Worten: zehn Milliarden drei Millionen fünfhunderttausend Südafrikanische Rand), welches durch Stammaktien, Vorzugsaktien, A PESCOs oder PESCOs gemäß Festlegung des Verwaltungsrats gemäß Artikel 6.2 verbrieft werden kann ("genehmigtes Kapital").

6.2 Im Rahmen des genehmigten Kapitals ist der Verwaltungsrat berechtigt und bevollmächtigt, eine ein- oder mehrmalige Erhöhung des Kapitals durch Ausgabe von, stimm- oder nicht stimmberechtigte, Stammaktien, Vorzugsaktien, A PESCOs oder PESCOs gemäß Festlegung des Verwaltungsrats vorzunehmen, wobei dies nur gegen Barzahlung oder Sachleistung, durch Einbringung von Forderungen, die Umwandlung von Rücklagen in Aktienkapital oder auf andere in einer Aktionärsvereinbarung bestimmte Weise erfolgen darf.

6.3 Die dem Verwaltungsrat in dieser Artikel 6 gewährte Befugnis zur Erhöhung des Kapitals der Gesellschaft im Rahmen des genehmigten Kapitals erlischt 5 (fünf) Jahre nach der Veröffentlichung der Satzung der Gesellschaft im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und kann durch eine außerordentliche Hauptversammlung gemäß den jeweils geltenden rechtlichen Bestimmungen verlängert werden.

6.4 Der Verwaltungsrat kann die Vorzugsrechte der Aktionäre zur Zeichnung der Aktien begrenzen oder aufheben und die Aktien an die Personen und zu den Preisen, mit oder ohne Aufgeld und eingezahlt als Sacheinlage oder in bar oder im Wege der Eintragung (incorporation) von Ansprüchen oder der Kapitalisierung von Rücklagen, ausgeben, die der Verwaltungsrat für angemessen hält.

6.5 Der Verwaltungsrat ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen, die notwendig sind, um Artikel 5 der aktuellen Satzung dahingehend zu ändern, dass sie die Änderung des Kapitals nach einer Erhöhung gemäß Artikel 6 widerspiegelt. Der Verwaltungsrat ist bevollmächtigt, die Maßnahmen zu ergreifen oder zu genehmigen, die für die Durchführung und Veröffentlichung der jeweiligen Änderung gemäß dem Gesetz von 1915 notwendig sind. Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat einem ordnungsgemäß bevollmächtigten Verwaltungsratsmitglied oder einem Amtsträger der Gesellschaft oder jeder anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Person die Aufgabe übertragen, Zeichnungen und Zahlungen im Hinblick auf Stammaktien, Vorzugsaktien, A PESCOs oder PESCOs an- bzw. entgegenzunehmen oder alle Maßnahmen zu ergreifen, die notwendig sind, um Artikel 5 der aktuellen Satzung dahingehend zu ändern, dass sie die Änderung des Kapitals nach einer Erhöhung gemäß Artikel 6 widerspiegelt, einschließlich mit einem Vermerk, dass die durch die Erhöhung ausgegebenen Aktien gegebenenfalls keine Stimmenrechte beinhalten."

3. In den Beschlüssen hat der Verwaltungsrat der Gesellschaft unter anderem genehmigt,

(i) im Rahmen des genehmigten Aktienkapitals das Grundkapital der Gesellschaft von ZAR 500.002 (in Worten: fünfhunderttausendzwei Südafrikanische Rand) auf ZAR 500.602 (in Worten: fünfhunderttausendsechshundertzwei) zu erhöhen durch die Ausgabe von 600 (in Worten: sechshundert) neue nicht-stimmberechtigte rücknahmefähige Aktien, die als bevorzugte B Beteiligungszertifikate (B preferred equity stock certificates) ("B PESCOs") designiert werden mit einem Nennwert von ZAR 1 (in Worten: ein Südafrikanischer Rand) je B PESC, zusammen mit einer Prämie pro B PESC von ZAR 999.999 (in Worten: neunhundertneunundneunzigtausendneunhundertneunundneunzig Südafrikanische Rand) an den in den Beschlüssen genannten Zeichner (den "Zeichner") auszugeben, für einen globalen Betrag von ZAR 600.000.000 (in Worten: sechshundert Millionen Südafrikanische Rand), und hat ZAR 599.999.400 (in Worten: fünfhundertneunundneunzig Millionen neunhundertneunundneunzigtausendvierhundert Südafrikanische Rand) an das entsprechende Aktienprämium Konto zugeteilt; wobei die B PESCOs, wie in den Beschlüssen beschrieben, von dem Zeichner gezeichnet und in bar eingezahlt worden sind,

(ii) einen Rechtsanwalt von Clifford Chance Luxemburg oder Géraldine Nucera, geschäftsansässig 3, Rue Nicolas Welter, L-2740 Luxemburg und/oder einen Notariatsangestellten von Maître Paul Decker, mit uneingeschränktem Recht zur Erteilung von Untervollmachten, zu bestellen und zu ermächtigen, vor dem unterzeichneten Notar als Vertreter des Verwaltungsrats der Gesellschaft zu erscheinen, um die Erhöhung des Grundkapitals der Gesellschaft notariell beurkunden

zu lassen, was insoweit geschehen ist, und Artikel 5 der Satzung zu ändern und sämtliche Formalitäten zu erfüllen und Handlungen vorzunehmen, die in diesem Zusammenhang gegebenenfalls erforderlich oder zweckmäßig sind.

4. Da sämtliche neuen B PESCs von dem Zeichner gezeichnet und in bar eingezahlt worden sind, steht der Gesellschaft ein Gesamtbetrag in Höhe von ZAR 600,000,000 (in Worten: sechshundertmillionen Südafrikanische Rand) zur Verfügung, worüber dem Notar ein Nachweis erbracht worden ist.

5. Infolge der oben beschriebenen Erhöhung des Grundkapitals der Gesellschaft wurde Artikel 5.3 der Satzung geändert und hat nunmehr den folgenden Wortlaut:

" 5.3. Das Kapital beträgt ZAR 500.602 (in Worten: fünfhunderttausendsechshundertzwei Südafrikanische Rand) und ist aufgeteilt in 2 (in Worten: zwei) Vorzugsaktien B, 500.000 (in Worten: fünfhunderttausend) Stammaktien und 600 (in Worten: sechshundert) B PESCs, jede solche Vorzugsaktie B, Stammaktie und B PESC mit einem Nennwert von ZAR 1 (in Worten: ein Südafrikanischer Rand)."

Kosten

Die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit dieser Urkunde zu tragenden Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder sonstigen Gebühren jeder Art werden auf EUR 1.200,- geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass diese Urkunde in der englischen Sprache verfasst ist, der noch eine Fassung in der deutschen Sprache folgt; auf Verlangen der erschienenen Partei und im Falle von Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung hat die englische Fassung Vorrang.

Woraufhin diese Urkunde zu dem zuoberst genannten Datum in Luxemburg errichtet wurde.

Nachdem diese Urkunde der Erschienenen, deren Name, Personenstand und Wohnsitz dem Notar bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die Erschienene diese Urkunde gemeinsam mit dem Notar wie folgt unterzeichnet.

Signé: G.NUCERA, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2013. Relation: LAC/2013/56415. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Référence de publication: 2014004168/174.

(140004325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2014.

Susi Sustainable Energy, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 400.000,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 155.030.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fourth day of December.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Sustainable Funds (SCA) SICAV SIF, a partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company with variable share capital - specialized investment fund (société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé), established and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 154056, acting on behalf of its sub-fund SUSI Sustainable Euro Fund I (the Sole Shareholder),

here represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal on December 23, 2013.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person, represented as mentioned above, is the sole shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée), established and existing under the laws of Luxembourg under the name of "SUSI SUSTAINABLE ENERGY" (the Company) with registered office at 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 155030, incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, of July 26, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2103, dated October 7, 2010 and whose bylaws have not been amended since then.

II. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each.

III. The sole shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of three hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 387.500,00) to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) to four hundred thousand Euro (EUR 400.000,00), by creation and issuance of three hundred eighty-seven thousand five hundred (387.500) new shares of one Euro (EUR 1,00) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares (the New Shares).

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, resolves to subscribe for the New Shares, and to fully pay them up at their nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, having an aggregate value of three hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 387.500,00) by contribution in kind in the amount of three hundred eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 387.500,00) consisting in the contribution of a portion in the same amount of a receivable held by it, towards the Company, which receivable is incontestable, payable and due (the Receivable).

Evidence of the contributions' existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a contribution declaration of the Sole Shareholder, attesting that it is the unrestricted owner of the Receivable.

Effective implementation of the contribution in kind

The Sole Shareholder, through its proxy holder, declares that:

- it is the sole unrestricted owner of the Receivable to be contributed and possesses the power to dispose of it, it being legally and conventionally freely transferable;
- the Receivable has consequently not been transferred and no legal or natural person other than the Sole Shareholder, is entitled to any rights as to the Receivable;
- all further formalities are in course in the jurisdiction of the location of the Receivable in order to duly carry out and formalize the contribution and to render it effective anywhere and toward any third party.

Report of the Company's managers

The report of the managers of the Company, dated December 23, 2013, annexed to the present deed, attests that the managers of the Company, acknowledging having been informed beforehand of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company owing the above described contribution in kind, expressly agree with its description, with its valuation and confirm the validity of the subscription and payment.

III. Pursuant to the above resolutions, article 5, first paragraph, of the Company's articles of association is amended and shall henceforth read as follows:

" Art. 5. Share capital.

5.1. The Company has a subscribed nominal share capital of four hundred thousand Euro (EUR 400.000,00) consisting of four hundred thousand (400.000) ordinary shares in registered form with a par value of one Euro (EUR 1,00) each, fully paid up."

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present shareholder resolutions are estimated at two thousand euro (EUR 2,000.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède.

L'an deux mille treize, le vingt-quatrième jour du mois de décembre.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Sustainable Funds (SCA) SICAV SIF, une société en commandite par actions sous la forme d'une société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé, établie et existante selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du

Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154056, agissant pour le compte de son sous-fonds SUSI Sustainable Euro Fund I (l'Associé Unique),

ici représenté par Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 23 décembre 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elle.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «SUSI SUSTAINABLE ENERGY» (la Société), ayant son siège social au 20, Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155030, constituée par acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, reçu en date du 26 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2103, daté du 7 octobre 2010 et dont les statuts n'ont pas été modifiés jusqu'à présent.

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,00), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune.

III. L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents Euro (EUR 387.500) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,00) à quatre cent mille Euro (EUR 400.000,00) par la création et l'émission de quatre cent mille (400.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, investies des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes (les Nouvelles Parts Sociales).

Souscription - Paiement

L'Associé Unique décide de souscrire aux Nouvelles Parts Sociales, et de les libérer intégralement à leur valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, pour un montant total de trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents Euro (EUR 387.500,00) consistant en l'apport d'une partie du même montant d'une créance détenue par l'Associé Unique, à l'égard de la Société, laquelle créance est certaine, liquide et exigible (la Créance).

Preuve de l'existence et valeur des apports

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par une déclaration d'apport de l'Associé Unique, certifiant qu'il est propriétaire sans restriction de la Créance.

Réalisation effective de l'apport

L'Associé Unique, par son mandataire, déclare que:

- il est seul propriétaire sans restriction de la Créance apportée et possède les pouvoirs d'en disposer, celle-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissible;
- la Créance n'a pas fait l'objet d'une quelconque cession et aucune personne morale ou physique autre que l'Associé Unique, ne détient de droit sur la Créance;
- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans la juridiction de situation de la Créance aux fins d'effectuer son apport et le rendre effectif partout et vis-à-vis de tous tiers.

Rapport des gérants de la Société

Le rapport des gérants de la Société en date du 23 décembre 2013, annexé aux présentes, atteste que les gérants de la Société, reconnaissant avoir pris connaissance de l'étendue de leur responsabilité, légalement engagés en leur qualité de gérants de la Société à raison de l'apport en nature décrit plus haut, marquent expressément leur accord sur la description de l'apport en nature, sur son évaluation et confirment la validité des souscriptions et libérations.

III. Suite aux résolutions ci-dessus, l'article 5, premier paragraphe, des statuts de la Société est modifié et a désormais la teneur suivante:

« Art. 5. Capital social.

5.1. La Société a un capital social souscrit de quatre cent mille Euro (EUR 400.000,00) représenté par quatre cent mille (400.000) parts sociales ordinaires sous forme nominative d'une valeur comptable d'un Euro (EUR 1,00) chacune, entièrement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes résolutions, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille euros (EUR 2.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Esch/Alzette, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signée avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 janvier 2014. Relation: EAC/2014/263. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITON CONFORME.

Référence de publication: 2014008855/145.

(140008589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Holpa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 45.124.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire en date du 19/12/2013.

Acceptation des démissions de Messieurs Christophe VANSWIETEN et Yan CAILLERE de leur fonctions d'Administrateur.

Nomination de Madame Sophie STABILE, née le 19/03/1970 à Pessac (France), adresse professionnelle au 56, Avenue des Arts, B-1000 Bruxelles, comme nouvel Administrateur.

Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée générale ordinaire de 2018.

Le Cabinet DELOITTE S.A., dont le siège social est au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg est réélu en qualité de «Réviseur d'Entreprises» pour une nouvelle période de 1 an.

Le mandat du Réviseur viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes annuels au 31 décembre 2013.

Pour la société

HOLPA S.A.

CREDIT AGRICOLE LUXEMBOURG CONSEIL SA

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2014010929/21.

(140011907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

Immo Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 113.645.

Extrait des décisions de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 20 décembre 2013

L'Assemblée a décidé:

- d'accepter les démissions de Monsieur Mathieu POULETTY de ses fonctions d'administrateur de la Société.
- de nommer aux fonctions d'administrateur de la Société de Neil SMITH, gérant de sociétés, né à Edinburgh (Royaume-Uni), le 20 mars 1977 résidant professionnellement à Frederiksgade 21, 1st floor, 1265 Copenhagen (Danemark) jusqu'à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en l'année 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014010961/17.

(140012713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.
